



ON NE SUPPRIME PAS LES CONSEQUENCES SANS SUPPRIMER LES CAUSES



- ON NE SUPPRIME PAS LE PROFIT AVEC DES AMENDES
- ON NE SUPPRIME PAS LE VIOL PAR LES ASSISES

- ON NE SUPPRIME PAS LES ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC DES JUGES ROUGES

- ON NE SUPPRIME PAS LE VOL PAR LA PRISON

ON NE LAVE PAS LE SANG AVEC DU SANG NON à la peine de MORT

Cette affiche peut être commandée au journal au prix minimum (franco de port) de :

10 affiches 5 F. / 50 affiches 20 F. / 100 affiches 30 F.

"LA SOUVERAINETE DE L'OPINION PUBLIQUE" ?

Quand on entend de la bouche d'un journaliste : « finalement pour le maintien ou l'abolition de la peine de mort, c'est toujours l'opinion publique qui décide... »

Cela prête singulièrement à sourire...

Surtout quand, en conclusion d'un reportage sur les condamnés à la chaise électrique aux USA, ce même journaliste, Julien BESANCON témoin objectif de son temps comme il se doit, vient de dire : « Il faut sans doute pour l'opinion américaine qu'une tête tombe, pour savoir si oui ou non, elle est pour la peine de mort. »

Surtout quand, après l'arrestation de Patrick Henry, Roger GICKEL ouvre le journal télévisé, la mine patibulaire, l'air terrorisé en déclarant : La France a peur, commentaires accompagnant les images du monstre qui se cache sous les airs de monsieur tout le monde, et les parents réclamant la guillotine pour leur fils.

Surtout quand, le journal Le Meilleur, avec ses arguments veridiques du moment qu'ils sont scandaleux, bombarde, à l'aide de titres sanglants et de photos la fameuse « opinion publique » de slogans tels que : « Pourquoi ne pas exécuter Horneich ».

Surtout quand, Paris Match y va de son article de trois pages « objectif et documenté » sur le « pénible dilemme », photos de guillotiner et bourreau à l'appui.

Après avoir fermé leurs transistors, plié leurs journaux, lecteurs et spectateurs s'en vont, en toute « responsabilité et conscience », drapés de leur impuissance appelée honnêteté, exercer leur « souveraineté » de juré dans l'ombre des juges d'assises, et prononcer des sentences de mort.

D'une émission d'où ils ressortent du moins informés, toujours persuadés, ils deviennent la pâture des SOFRES et IFOP, boîtes agréées de sondages, chargées de prendre la température déjà fixée, afin que le geste divin du président vienne en toute quiétude parachever cette belle oeuvre.

Alors journalistes, vous qui avez l'habitude de parler pour ne rien dire, de montrer pour ne rien prouver, qu'est ce que l'OPINION PUBLIQUE ?

Souvent les gens constatent : « La justice n'est pas la même pour tous ». « Il y a deux poids, deux mesures : pour le riche et pour le pauvre, le patron et l'ouvrier, l'homme et la femme. »

Or, depuis un an, la justice essaie de se redonner une apparence égalitaire : elle met un patron en prison (quel scandale ce fut), poursuit quelque spéculateur. Elle prononce aussi plusieurs peines de mort.

Justice de riche ou justice plus égalitaire, justice impitoyable, qu'est-ce que cela peut changer? Rien.

En fait, pour nous, cette justice « plus juste » est une mystification : elle est comparable à cette médecine qui sans cesse bourre de médicaments, mais jamais ne résoud la cause de la maladie, jamais ne la supprime.

C'est une constatation : JAMAIS la peine exemplaire et le jugement impitoyable n'ont eu d'effet dissuasif. De ce point de vue là, préventif ou curatif, la justice ne sert à rien. Sa véritable fonction est toute autre : laisser croire en l'existence de normes, de références, d'une morale éternelle et objective, d'un ordre social immuable qui les fonde afin de persuader quiconque qu'il n'est d'autre solution que de s'y plier. En la circonstance ces valeurs sont : propriété, argent, travail salarié, famille, autorité.

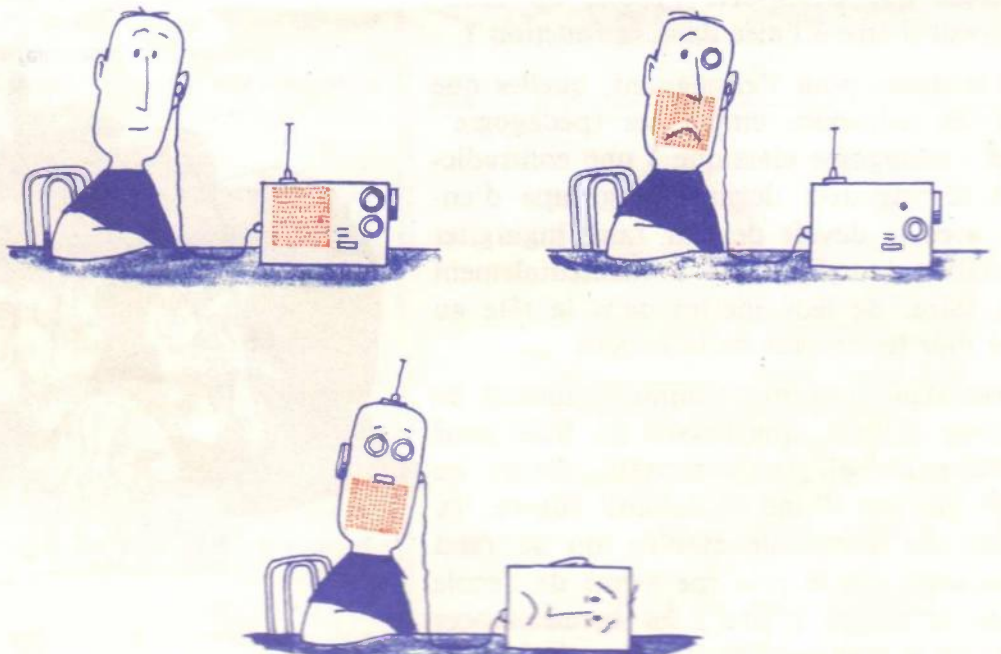
Or, précisément, l'origine des transgressions, quelles qu'elles soient, ont leur cause dans cet ordre-là, dans la logique des frustrations qu'il occasionne, les révoltes refoulées qu'il secrète, les actes irrationnels que sa terrible rationalité engendre.

Quand une société a besoin de l'irresponsabilité pour asseoir son pouvoir, qu'elle fait de l'homme une machine à produire et à consommer, qu'elle pousse à la délégation des responsabilités, qu'elle enferme les hommes dans un ghetto continu (de classe, de race, de sexe), elle est mal venue de leur faire endosser ensuite la responsabilité de cet état de chose. Il est clair que tout renforcement des institutions autoritaires est absolument contradictoire avec l'épanouissement des êtres humains, leur équilibre. C'est cet état de chose qu'il faut supprimer et c'est pour cela que nous disons : « On ne supprime pas les conséquences sans supprimer les causes ».

ON NE SUPPRIME PAS LE VOL PAR LA PRISON

Par exemple on peut continuer à mettre les voleurs tant qu'on veut en prison au nom de la propriété : s'ils volent c'est aussi au nom de la propriété. Parce qu'ils ne possèdent que leur force de travail qui ne vaut rien si elle n'est pas vendue à quelqu'un qui, lui, possède tous les moyens de la rentabiliser à son profit. Le travail salarié, l'honnête travail, le « travail rédempteur » (dit-on) dont l'expression juridique peut être la propriété privée ou d'état, constitue en soi un marché de dupe entre celui qui possède et commande et celui qui n'a rien et subit : c'est un vol!

Quand on connaît la vie d'abruti qu'il faut mener pour simplement survivre, dans un monde où les images publicitaires allèchent sans cesse et font de la consommation, du bien être solvable le critère du standing, il ne faut pas être surpris que le « vol » existe. Le contraire serait étonnant : que personne ne veuille refuser ou fuir la perspective d'une existence grise culminant sur une soixantaine usée et grise, à moins qu'en cours de route un « accident » de travail n'y mette fin. Car avec le travail on rencontre aussi la mort. Mais pour cacher cette réalité, une bonne démagogie consiste à dire que la responsabilité en incombe à quelques mauvais patrons... et à quelques mauvais juges si ces patrons ne sont pas plus souvent punis. Là aussi cela permet de ne rien toucher au mode de production, de conserver cadences et pouvoirs et de canaliser la colère sur un bouc-émissaire. Car le condamné est toujours un bouc-émissaire, fut-il patron. Tant que ce rapport aliéné à l'activité humaine ne sera pas changé, nous dirons cette vérité : qu'on ne supprime pas le vol par la prison. Quant aux amendes, qui de temps en temps, sont prononcées contre des patrons, elles ne changent rien au profit : elles sont prévues dans le calcul de la marge bénéficiaire, donc calculées dans ce qu'il faut extorquer de plus-value sur le dos du travailleur. Finalement, c'est le dernier qui la paye. **Que l'on supprime la propriété et le salariat.**



...NI LE VIOL PAR LES ASSISES

Lorsque nous parlons de ce rapport de l'individu à la vie sociale, donc à lui-même, à ses désirs et à son corps, le tout n'étant pas découpable en tranches, notre analyse et notre combat sont totalement à l'opposé, puisque mettant en cause les institutions, de ceux qui en font des problèmes séparés et font appel à ces institutions pour les «résoudre». On a vu aussi des mouvements de femmes réformatrices demander aux juridictions criminelles de se saisir du cas des «violeurs», quitte ensuite à regretter en toute bonne hypocrisie les lourdes peines prononcées. Et parler à cette occasion du «mâle conquérant» confine au ridicule : car le «mâle» n'a précisément rien de conquérant, beaucoup moins en l'occurrence que le juge ou le notable juré à qui on le livre. C'est beaucoup de contradictions tout cela.

Le refoulement des besoins, le sacrifice des passions organisé par une société d'encadrement, la misère affective et sexuelle entretenue par le travail, le racisme, l'éducation, la morale du mariage et de la famille, tout cela n'est pas un problème de justice ou de loi : au contraire ces institutions les protègent. C'est contre cela et contre elles qu'il faut se battre. La femme objet des images et de la réalité est l'argument clef pour parler de la société mâle. Mais la femme objet n'existe que vis à vis de l'homme lui aussi objet. Comme producteur, comme être humain il lui a fallu subir aussi maints viols de sa personnalité, et la femme nue des affiches publicitaires c'est aussi la projection de toutes les frustrations que depuis l'enfance la société lui impose. Mais aujourd'hui les esclaves s'entredévorent au lieu de lutter contre leur maître qui n'est ni homme ni femme, mais capital. Dès lors cinq ans de prison pour résoudre le problème de la misère sexuelle et la taule comme moyen de libération, c'est le jeu du pouvoir, pas le nôtre.

Le stade où le comble est atteint, où l'irréversible est réalisé, c'est quand une peine de mort est prononcée. Ce que nous avons voulu montrer en parlant du vol, du travail, du viol, c'est ceci : que beaucoup de gens qui sont opposés à la peine de mort doivent se rendre compte que le mécanisme du délit et celui de la condamnation à l'échafaud qui le sanctionne est exactement le même que ceux auxquels ils applaudissent pour les autres circonstances. Et c'est encore jouer au Ponce-Pilate qu'ensuite se désolidariser des mécanismes des pouvoirs juridiques-moraux dont ils ont justifié, par leur exigence, l'existence : il ne sert à rien de dire «on a quand même pas voulu ça» quand on l'a voulu, même par inconscience, par légèreté.

Nous disons, nous, que la société d'argent, de classe, de police qui s'érige par le biais de représentants et de corps constitué, élus ou pas, en détentrice de normes intangibles et s'arroge le droit de dire ce qui est bien ou pas (ce qu'elle fait, elle, étant le bien), c'est un tout. Et nous disons que le droit de donner la mort froidement, pour rien, sinon pour conforter l'image de son pouvoir, est contenu dans tous ses mécanismes légaux. En ne luttant pas contre eux, dans tous les cas, on se rend complice de leur manifestation la plus extrême. **On ne lave pas le sang avec du sang.**

Et l'Etat Providence ne lave pas le sang de ses guerres légales, des morts légales du travail, des suicides et des désespoirs légaux par le meurtre légal d'un être qu'il a grandement contribué à fabriquer.

C'est bien pour cela que, lançant une campagne contre la peine de mort, nous avons voulu clarifier le sens d'un combat qui porte sur la définition même de la société.

suicides

Dans le bâtiment on tombe et on se tue...

Dans l'Enseignement, on se suicide.

A chaque catégorie de travail, sa catégorie de mort. De plus en plus d'accidents du travail, des suicides très nombreux dans les prisons, des cas fréquents dans l'enseignement... Cela n'émeut personne.

La société n'en est pas à un individu près - donc à une mort près.

Pour ne pas voir le problème général, le fait que ces morts, l'une comme l'autre sont la conséquence d'une organisation de la vie conçue uniquement sur la rentabilité et le profit, chaque fois, cela est présenté comme des cas particuliers.

Quand un ouvrier tombe d'un échafaudage : on parle de maladresse; de même quand une enseignante se suicide, on palabre sur le manque de formation pédagogique...

Et dans ce grand concert, les syndicats d'enseignants (SGEN - SNE-SUP - Ecole Emancipée) en profitent pour balancer leurs revendications catégorielles : titularisation des maîtres auxiliaires - plus de notions éducatives pour les professeurs.

Tout cela pour ne voir que l'évènement en soi, en donner une explication circonstanciée, car quand le fait est expliqué, commenté, il est de suite accepté et assimilé, et tout le monde se ferme les yeux, replongé dans le train-train quotidien, sur les véritables problèmes.

Malaise de l'enseignante ?

Comment, avec tout ce qui se dit et s'écrit l'idéologie que transporte l'école, un enseignant peut-il être à l'aise dans sa fonction ?

Il y a toujours pour l'enseignant, quelles que soient les méthodes employées (pédagogie freinet - pédagogie classique) une contradiction à se retrouver devant un groupe d'enfants, avec le devoir de leur faire ingurgiter des notions dont ils n'ont fondamentalement rien à faire, de leur mettre dans la tête au jour le jour les critères de la société.

Après avoir reconnu, comme beaucoup de gauchistes le font, que l'école est faite pour reproduire l'idéologie dominante, forme les enfants en vue d'une rentabilité future, en fonction de la morale établie, on se rend compte aussi que le principe même de l'école n'a pas sa raison d'être : les connaissances théoriques et pratiques pourraient très bien se

transmettre à mesure que l'enfant y trouve un intérêt, sans passer par une institution telle que l'école (ou la famille qui marche avec) dans laquelle l'individu «adulte» exerce un pouvoir sur l'individu «enfant».

Il est donc impossible, pour un enseignant conscient, de se trouver à l'aise dans l'école...

Les profs, modernistes, qui croient pouvoir faire un travail politique à l'intérieur de cette institution, qui croient avoir une mission auprès des enfants, être moins oppressifs et autoritaires avec eux, ne font que se trouver un alibi; plus ou moins consciemment, pour conserver leur place et leur confort.

A l'école, dans la mesure où il existe un groupe qui détient le savoir (les profs) face à un groupe dépendant (les élèves) dans la mesure où les enfants ont adopté progressivement les critères de leurs parents, toutes les relations ne peuvent être que des relations d'autorité, même si elles passent, de la méthode gendarme des écoles d'antan, à la méthode copain-copain des écoles modernes.

La société dans son ensemble s'assoie donc, aussi, sur la fonction sociale du prof, et la seule solution, pour ne pas, face à ces contradictions, se suicider physiquement, c'est d'y voir clair sur le rôle joué.

Et comme face à n'importe quel rôle que la société nous fait jouer de le refuser, de le foutre en l'air avec l'institution qui l'engendre.

Horneich
et
Keller



ONT «BENEFICIE»
DE LA GRACE PRESIDENTIELLE...

Alors, comme le glaive est passé à côté de leur tête (pas très loin, mais à côté, heureusement; merci pour eux, puisqu'il paraît que c'est une fleur qu'on leur fait) chacun, pour compenser, use et abuse de la balance.

Et on pèse et on soupèse, et on repèse... Et on se demande si vraiment Giscard a bien pesé, si il avait tous les éléments, si les poids étaient justes, etc...:

On en vient, quand on voulait la mort de ces deux hommes, à trouver que ce pouvoir du président d'arrêter le glaive est abusif, alors qu'on avait si bien, si minutieusement pesé et jugé... (les lignes de la dépêche du midi regorgent de cette rancœur).

On en vient, pour les autres, qui sont pour la peine de mort "dans certains cas", à trouver les différences de poids qui justifient l'exécution des uns et la grâce des autres...

On en viendrait pour ceux qui sont contre la peine de mort, à être content sans restriction quand le pire n'est pas arrivé, c'est à dire l'exécution, même si on le doit au droit le plus horrible, le droit de tuer ou non...

Et pourtant : Au delà du soulagement incontestable qui en découle pour nous à Toulouse, qui nous refusons à imaginer et à supporter une chose pareille, quoi de plus abhorrant que cet arbitraire ?

Arbitraire du droit de grâce sans explications,

Ridicule de ce qui se prétend plus réfléchi et plus juste, décision d'un jury et des juges... «Christian Ranucci, était-il vraiment plus méchant que Joseph Keller, ou que Marcellin Horneich ?

C'est une petite fille qu'il a tué ; Ah bon ! mais les circonstances ? et puis qu'auraient donc fait les autres dans le même cas ? et lui, avec les auto-stoppeurs, qu'est ce qu'il aurait fait ? Et Patrick Henry lui, qu'est ce qu'il aurait fait, si et si, et si ?

et ont ils eu la même mère, la même éducation ? la même enfance, les mêmes avatars amoureux, etc... etc...

si on veut peser, pesons, pesons... Qu'est ce qu'il en sort ? à chaque fois, ce que la société veut qu'il en sorte : la justification de ce qu'elle a déjà décidé...

Aucun meurtre, ni ceux qu'on appelle crime odieux, ni ceux qu'on appelle juste chatiment ne peut se justifier ni trouver de "circonstance atténuante" et une société dans laquelle se produisent de tels actes en a encore moins.

Ne les cherchons donc pas, nous ne tomberons pas dans le piège d'une fausse recherche de justice qui permet d'accepter une exécution grâce à la "clémence" précédente.

Aux prochains procès, (pensons à Patrick Henry) les tueurs risquent de se déchaîner, et les juges de toutes sortes, pleins de bonne conscience en pensant à la reconnaissance éternelle que leur doivent Horneich et Keller, risquent de leur donner satisfaction, pour faire sérieux, un milligramme par ci, un milligramme par là, toujours la balance en avant...

Comme pour le droit de tuer, refusons et luttons contre le droit de juger.!



ce vent glacé qui nous vient de l'Europe...



« L'Europe, Schumann, c'est ce magma de bons citoyens qui coupe des têtes tout en dansant au son des musiques Pop, entre le crucifix et la faucille. »

(BASTA N° 2)

On a parfois reproché à Basta de trop insister sur la répression. Pourquoi le faisons nous ?

Nous serions tenté de répondre laconiquement : parce que la répression existe et qu'elle est souvent exercée à titre d'essai sur les milieux "libertaires". Basta se fit l'écho de quelques machinations suivies d'attentats et a souvent rappelé des affaires qui sont très significatives des nouvelles procédures que teste la justice actuellement : comme celle utilisée contre les inculpés du GARI. Or le silence est quasi général à ce sujet.

Cette répression qui existe ne peut s'exercer pleinement que dans un certain rapport de force favorable à l'Etat. C'est bien cela qu'il s'agit de renverser, et l'information, le répondant par rapport à ce qui est subi y contribue en signalant que rien de ce que tentera le pouvoir ne bénéficiera de ce silence qui l'arrange tant. C'est donc un choix tactique.

Mais c'est aussi à un niveau plus global que nous posons le problème.

Cette répression qui peut sembler circonscrite, restreinte, est liée à l'évolution suivie par les Etats européens en ces temps d'incertitude : tendance à un contrôle de plus en plus totalitaire des populations, avec comme moyen une technologie très poussée. (informatique, audio-visuel). Ceci a d'énormes implications pratiques et indique clairement qu'un certain mouvement doit changer d'attitude en sortant de son amorphisme actuel.

LES ANNEES QUI VIENNENT

Ces derniers mois sont riches de démonstration.

- le 10 novembre, le conseil de l'Europe réuni à Strasbourg ratifie une convention d'assistance internationale contre le terrorisme.

- le 13 novembre, la presse signale le projet de loi en discussion sur la prévention de la violence.

- le 18 novembre, le rapport Chavanon est déposé chez R. Barre, rapport qui détermine le rôle de la presse dans plusieurs cas, dont celui des 'manifestations' et des 'émeutes'.

Enfin, pour la première fois, la délation est instituée comme principe.

Le 10 novembre donc, 19 pays signent cette convention d'assistance. Le "terrorisme" auquel est refusé le qualificatif de "politique", c'est à dire dont on efface tout le contenu critique explicite, est une notion qui va de la séquestration jusqu'aux attaques contre les biens. La gamme des actes tombant sous le coup de cette qualification est, remarquons le, indéfiniment extensible. Elle sera donc appliquée selon nécessité, restreinte ou élargie selon le contexte social. Cet acte "contre les biens" recoupe la nation déjà comme dans les pays de l'Est sous le nom de sabotage économique, au titre de laquelle furent dernièrement condamnés, en Pologne, des ouvriers insurgés. Il apparaît clairement que dans cette "attaque contre les biens", la bourgeoisie sous-entend toute forme d'empiètement sur la propriété privée dans un certain contexte social. Le dernier discours de Barre au sujet de l'intervention des forces de police rue d'Enghien laisse entrevoir cet arrière plan.

D'ailleurs le plan Chavanon, le 18 novembre, qui s'intitule "Information et violence" n'omet pas de consacrer tout un chapitre aux attroupements, manifestations violentes et émeutes définissant à ce sujet, le comportement qui devra être celui des moyens d'informations audio-visuels. Toute "diffusion en direct d'informations données par un journaliste placé lui même au sein de la foule" sera à éviter. Le spectre de Cohn Bendit intervenant en direct sur les ondes demeure vivace et le pouvoir compte bien se prémunir de telles interférences. Plus de risque de voir un quelconque anonyme expliquer le pourquoi et le comment de sa révolte et contaminer d'autres personnes. Dans le "recul nécessaire" à l'information libre, il n'y aura plus que des hordes sinistres de hooligans dépourvus de pensée, et le "terrorisme", cette désormais variante du "banditisme" est aussi compris au niveau du mouvement social.

Vis à vis de sa prévention, les moyens sont sans limites. Les 13 et 14 novembre, "l'Aurore" informait qu'était en discussion une proposition qui donnait à la police tout pouvoir sur la désignation des coupables par anticipation. Cette mesure permettrait, comme le dit l'Aurore "de ne plus attendre un début d'exécution pour intervenir sans la crainte de voir leurs clients relâchés, faute de preuves". Ainsi, même "faute de preuve", l'inculpation serait assurée ainsi que l'incarcération pour une clientèle de "terroristes" dont nul ne peut être certain qu'il n'en fera pas partie. Tout cela entérine bien des attitudes courantes du pouvoir: abandon du droit d'asile politique, collaboration des polices entre elles, présomptions de culpabilité à priori envers le "justiciable"; mais le fait que ce soit institutionnalisé est significatif et enlève une possibilité d'attaquer le pouvoir sur son terrain. Ce qui était bavure et exception, devient norme. Le "libéralisme" a atteint le seuil de contradictions où il n'est plus utilisable.

C'est donc à une instauration, dans le droit, du pouvoir discrétionnaire de la police et de la justice que nous assistons, à une confusion du réel et du supposé, et nous voyons bien, recoupant tous ces éléments, que lorsqu'il parle de recrudescence de la "délinquance", du "terrorisme" et de la "sécurité des citoyens", c'est avant tout à sa propre sécurité que l'Etat pense, contre toute contestation extra parlementaire.

Si l'on s'en réfère à la définition du "libéralisme politique", issu de 1789, c'est véritablement un nouvel ordre politique qui serait, sur la base des contradictions économique-sociales du capitalisme. Au sommet, c'est l'Europe du Capital et de ses polices, à la base, c'est la mise en place de structures d'encadrement de la population : ilôtiers, fichage à base d'informatique. Ce serait donc une erreur de penser que ces mesures ne touchent que des micro milieux (les "politiques") alors qu'elles embrassent tout le champ social que la crise actuelle pourrait remuer. La création, le 1er décembre, de brigades de contrôles financiers chargées de surveiller les chômeurs (ce qui ne fait que renforcer le principe de flicage de l'ASSEDIC) complète d'ailleurs ces initiatives.



LA REPRESSION C'EST L'IMPUISSEANCE

Cela doit avoir pour nous des implications sur notre pratique. Il est grave de vivre dans l'attentisme, de parler en philosophe de "contradictions insurmontables" qui rongeraient le système pour annoncer une révolution automatique qui surgirait soudain à la surface du globe. Et d'ajouter, rassurant: une société qui tient par ses méthodes policières n'en n'a plus pour longtemps.

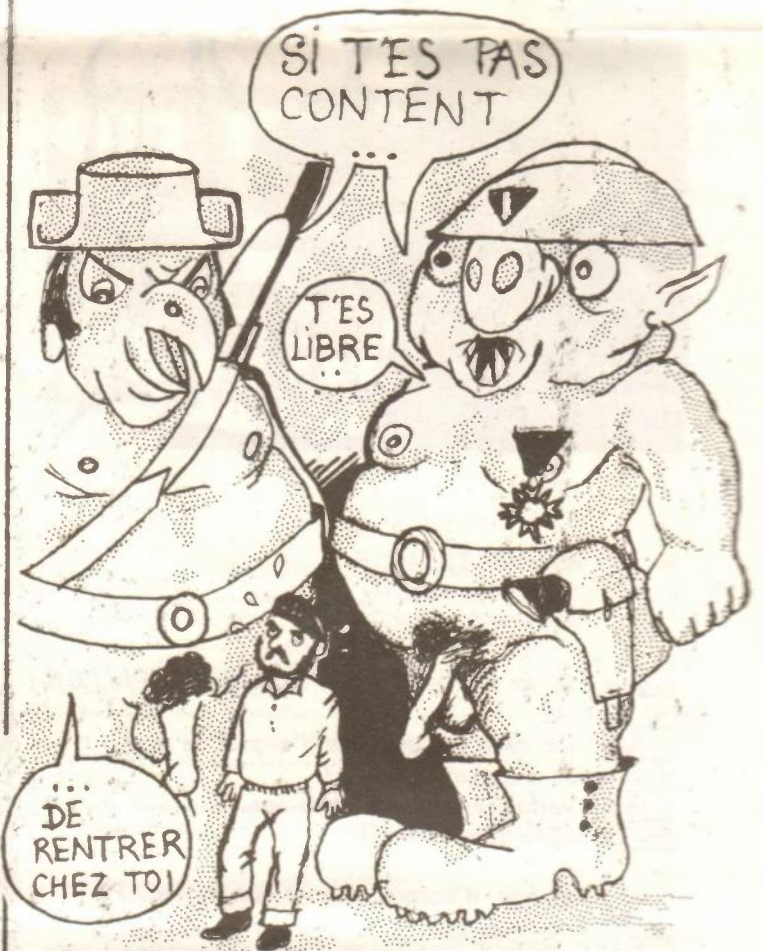
Parce que rien ne prouve qu'une société ne puisse survivre par la peur, dès lors qu'elle a par rapport à une population donnée les moyens de la pratiquer. La RFA en est un exemple. Et ceci d'autant plus que cette peur se lie à la démagogie sociale, à la collaboration de classe des "représentants historiques" (bien contents d'ailleurs de tout cela qui ne gêne en rien leur cretinisme parlementaire).

Parce que cette institutionnalisation de l'intimidation ne peut se développer qu'à partir du moment où il y a ce genre d'attentisme. L'Etat est en lui même répressif, contrairement à ce que pense ceux qui disent que la lutte amène la répression : au contraire, tout est la conséquence d'un rapport de forces, et la capacité de porter la critique, de la développer, de se faire comprendre clairement renforce ce rapport de



Il est donc nécessaire de montrer, qu'il n'y a pas face à l'Etat, qu'une contestation impuissante et toujours à posteriori, ou une lutte isolée, mais qu'il y a une capacité, aujourd'hui, d'imagination, d'autonomie et d'efficacité pour chacun d'entre nous face aux institutions. Pour cela il faut aussi nous réveiller et rien ne sert de gémir, après coup, des méchancetés de l'Etat. C'est pourquoi nous sommes si souvent opposés aux positions défensives, style manifestations démocratiques, marches symboliques et autres actions de soutien qui entérinent les faits, ainsi qu'aux fronts qui mystifient toute critique (qu'est ce qu'est devenu le front "essentiel" qu'était il y a quelques mois celui qui "s'opposait" à la répression dans l'armée, quelle critique en est sortie ?

Par contre nous pensons indispensable et nécessaire que chacun se bagarre, aie des initiatives sur ce qui le concerne réellement en remettant en cause les sacro saintes institutions, et n'attende pas d'y être contraint... Alors l'isolement peut être rompu car sur des luttes concrètes il peut y avoir discussion, voire association (cf. Basta n° 5, l'article "Et pourtant c'est possible !").



* * *

Directeur de la publication : Christian Martre

Correspondance : Basta B.P. 105
31013 Toulouse Cédex

Commission paritaire : n° 58018

Imprimerie 34, 34 rue des blanchers, 31000 Tse.

C.C.P. 3.394.34S - Toulouse



F.P.A. centre de tri pour brebis galeuses

Il y a quelques temps, nous avons reçu le texte d'une bande magnétique enregistrée par les stagiaires FPA de Bègles (33). Imaginant un Monsieur Fourment, chef de personnel de l'«E.G.E.» les stagiaires ont téléphoné en son nom à Mr TUJAGUE, adjoint technique des FPA. L'objet supposé de la communication est d'avoir des renseignements sur Mr X en vue d'une embauche.

Dans ce dialogue, plus de mystification : le travailleur y est bien cette marchandise sur le marché du travail, cet objet dont la mentalité, les gestes doivent être normalisés pour mieux remplir sa fonction productive. La direction de la FPA donne une sorte de certificat de bonne moralité au stagiaire, ou signale des brebis galeuses au patronat.

Le texte dont nous publions ici des extraits a été diffusé entièrement le jour de la sortie de stage de la section, où sont présents le directeur du centre FPA, le directeur de la main d'oeuvre et du travail, et 2 personnes de l'ANPE. Le directeur de la Main d'oeuvre et du travail, après avoir tenté d'arrêter le magnétophone est sorti de la pièce, se dégonflant lamentablement.



G.R.

Mr T = Monsieur TUJAGUE
c du p = chef du personnel

...
c du p : ici mr FORMENT chef du personnel à la EGE.

mr T : oui.

c du p : j'ai reçu une demande d'emploi de mr X.

mr T : oui, c'est un tourneur ?

c du p : voila c'est ça, en temps que...

mr T : qui va sortir bientôt

...

c du p : ah bon, d'accord, en tant que tourneur P2

mr T : oui, c'est ça

c du p : bon actuellement, sur notre département réparation, nous aurions besoin, en effet, de quelques tourneurs P2

mr T : oui

c du p : mais... heu... bon, je téléphone pour savoir un peu ses qualités professionnelles si vous voyez.

...

Mr. T : souvent suivant le passé professionnel, il y en a certains qui ont une valeur meilleure que les autres

...

c du p : hum oui d'accord

Mr. T : mais dans son cas, je sais que.. disons je crois qu'il a déjà des diplômes, je ne sais pas lesquels mais je sais qu'il en a

...

c du p : bon, heu, bon je vous disais il y a quelques instants que sur notre département réparation nous aurions bon, en effet, besoin de quelques gars, la demande de ce monsieur m'intéresse vivement, mais il est vrai que nous aurions besoin, plus spécialement de gars de

garçons ayant une qualité professionnelle quand même bon si vous voulez assez correcte, en attendant bien que ce monsieur en question sorte d'un FPA; j'aurais voulu savoir un peu son aptitude au travail et au niveau des équipes nous aurions besoin en effet de personnes pouvant s'inclure très rapidement dans les équipes

Mr. T : bon je vais vous dire tout de suite, c'est pas gentil ce que je vais vous dire

c du p : ah ?

Mr. T : je devrais peut être pas vous le dire, mais je ne voudrais pas vous envoyer des ennuis, au point de vue de sa tenue syndicale c'est un gauchiste

...il nous fout la pagaille dans le centre depuis qu'il y est entré...

...je ne veux quand même pas vous...professionnellement, je ne dis pas qu'il n'est pas valable, mais vous allez avoir des ennuis.

c du p : oui d'accord, oui je vois assez.

Mr. T : vous allez avoir des ennuis, je ne sais pas s'il est capable d'ailleurs un jour de se tenir tranquille.

c du p : ah bon, il fout assez la pagaille.

Mr. T : ah c'est le... gauchiste, vous savez, terminé le travail c'est zéro, nous autres on est rien et ainsi de suite.

...

c du p : qui vous foutrai le bazar.

Mr. T : oui, je crois. Ca m'ennuie de vous dire ça.

c du p : non moi, je...

Mr. T : j'espère que vous me faites confiance, vous me téléphonez, je crois pas pourquoi moi je...

c du p : oui, ben

Mr. T : je jouerai pas le jeu

...

Mr. T : il y a une section qui sort, y pourrait peut être bien y avoir des gens peut être intéressants dedans

c du p : intéressants dedans !

Mr. T : Mais alors...

c du p : mais alors, monsieur X vraiment... heu

Mr. T : vous allez avoir des ennuis, mettez une croix rouge dessus.

...

c'est la CFDT, mais gauchiste

c du p : ah CFDT gauchiste oui

Mr. T : ah oui, mais je vous assure qu'il nous casse les pieds à nous depuis 7 mois que nous l'avons

c du p : vraiment ?

Mr. T : c'est pas marrant, vous n'allez pas vous foutre ça dans la boîte, vous allez être ennuyé

c du p : ah bon, je vous le demandais parce que justement, comme on a besoin de gars sur des équipes, il nous fallait justement des gars assez ouverts.

Mr. T : oh, non vous allez avoir des ennuis, ça m'étonnerai que ce gars change du centre de Bègles à un employeur. Pour lui, l'employeur c'est quelque chose à démolir.

c du p : c'est quelque chose à démolir. ah bon, très bien..

Mr. T : je le connais bien malheureusement, parce que j'ai affaire à lui souvent. Je suis obligé de régler les problèmes au centre, c'est le gars vous savez, pour lui je suis un cadre trop payé, l'autre est ceci et ainsi de suite, vous voyez ?

c du p : hum hum ! d'accord...

mr. T : le semeur de pagaille, ce n'est pas à recommander

c du p : oui

...

mr. T : c'est vraiment les sales gars, c'est les gars qui sont (inaudible) ces fameux gars qui ont des idées spéciales mais qui n'ont rien à remettre à la place

c du p : oui c'est ça

mr. T : on démolit, on casse, mais... Le travail ça fatigue voilà leur raisonnement

c du p : ah bon ! parce que dans sa lettre justement j'avais l'impression quand même de voir...

mr. T : mais il ne doit pas être bête ! hé ! c'est des gars qu'on nous envoie sûrement exprès ici pour semer la panique, vous savez comme dans les universités

...

mr. T : vous allez avoir des ennuis, alors trouvez peut-être une autre raison; ne dites pas que je vous ai dit ça

c du p : ah non mais ça reste tout à fait entre nous, n'ayez crainte !

...

c du p : heu... je voulais vous dire, bon actuellement je suis un nouveau chef du personnel de la EGE ça vous dérangerai de me rappeler votre nom, s'il vous plaît ?

mr. T : TUJAGUE avec un T

...

c du p : vous êtes l'adjoint au directeur, bon, mr. T : je suis le responsable si vous voulez de la formation, de la partie technique

...

...
c du p : oui, vous me déconseillez assez ce personnage
Mr. T : oh oui, oui, ce qu'on pourrait peut être faire c'est vous en envoyer, mais... je sais pas... je peux peut être prendre votre adresse et puis la transmettre au moniteur qui lui pourrait dans le tas choisir quelqu'un, mais alors ce que j'ai peur, c'est qu'il se doute qu'on se soit téléphoné

Mr. T : oui, parce que j'ai peur qu'ils se le disent entre eux, vous voyez, pourquoi lui; pourquoi pas moi ? vous voyez, il a l'oeil ouvert, il a toute la malice, parce que c'est quand même pas un idiot, il risque de faire des rapprochements en se disant que c'est sûrement au bureau qu'on a du se renseigner, comme c'est un mauvais garçon je voudrais pas... disons que... j'ai assez d'ennuis avec lui et sa bande;

c du p : ah bon, parce qu'en plus ils sont un petit clan

Mr. T : oh oui, c'est malheureux mais c'est toujours pareil, je crois que j'ai deux ou trois gars comme ça, au centre il y a 400 personnes mais ils m'entraînaient régulièrement 50, 100 personnes dans un mouvement de grève parce qu'on a levé le petit doigt ou parce qu'il y a eu de la viande un peu dure à midi, vous voyez, n'importe quoi... c'est pas marrant de vivre avec ces gens là, alors je ne veux pas dans une industrie qui travaille aller foutre des gens pareils, vous seriez ennuyé

c du p : oui, je voulais vous demander, heu... ces autres

vie active



personnes, vous parliez de 2 ou 3 personnes, parce qu'actuellement, moi je suis quand même nouveau sur Bordeaux, j'étais sur la EGE à Paris et là c'est un nouveau poste. Je voulais vous demander quand même s'il y a parmi ce petit groupe d'agitateurs, parce que je n'ai pas si par exemple ces autres...

Mr. T : bon, écoutez dans ceux qui sortent, il y en a un il s'appelle Y

c du p : Y, d'accord

Mr. T : le reste après, c'est toujours pareil, c'est les pauvres types, qui suivent, mais qui ne sont pas mécontents quoi !! isolés, ils redeviendront des gens tout fait normaux

c du p : vous disiez Mr X et Mr Y

Mr. T : j'en ai eu un autre, Mr Z

...

mr. T : oui c'est ça, c'est trois tourneurs qui sont sortis il y en a un qui est sorti il y a à peu près un mois et deux qui vont sortir la semaine prochaine, alors attention si vous y tombez dessus !!! Mais vous savez il y a des gars très valables au centre, seulement je n'ai pas comment faire parce qu'ils vont partir... vous leur auriez besoin de suite ces gars ?

...

c du p : oui je vois le personnage que ça doit être

Mr. T : il rentrera dans votre bureau, peut être qu'il je ne sais pas moi.. peut être qu'il renversera votre bureau parce que ça lui plaira pas quoi

c du p : oui d'accord

Mr. T : oui, vous voyez, c'est pour ça que je préfère vous... jouer le jeu quoi !!

c du p : je vous dirais que .. strictement entre nous j'apprécie beaucoup plus ça que..

Mr. T : oui, on est arrivé à travailler. j'ai une clientèle qui prend des gens à la SEPA parce qu'on a toujours joué le jeu comme ça.. surtout avec des gens comme ça je ne sais pas ce qu'ils feront dans la vie, mais parti comme ils sont, ils feront pas grand chose.

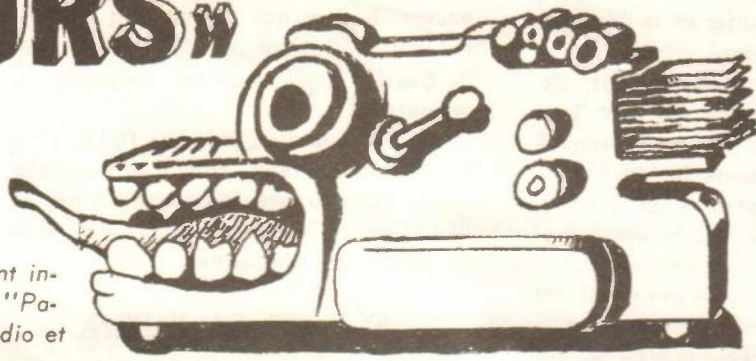


G.R.

Texte complet et contacts à :

CFDT
Syndicat de la Métallurgie
75, rue Abbée de l'Epée
33 - BORDEAUX

«L'IMPRIMERIE N'EST PAS FAITE POUR LES IMPRIMEURS»



On ne va pas vous apprendre que les flics sont intervenus en force dans l'ancienne imprimerie du "Parisien Libéré" pour en expulser les ouvriers. Radio et TV en ont largement parlé.

Mais ce que l'on a jamais entendu dire clairement c'est que dans cette affaire chaque partenaire fait son boulot et son sale boulot, et qu'entre ce rôle là et la "libération des travailleurs", il y a un gouffre !



Le gouvernement fait son boulot de gouvernement, pas seulement celui de Giscard-Barre (leurs rivaux ont, suffisamment insisté sur la manoeuvre contre le RPR) mais celui de tout pouvoir chargé de l'ordre social. L'Etat se veut le régulateur suprême du système, un coup de bâton contre les travailleurs, et une carotte en amenant Amaury à négocier afin de paraître "au dessus de la mêlée". Ici vis à vis du "Parisien Libéré" au nom de la propriété privée, au Portugal contre "Republica" au nom du contrôle politique, bref au nom de la "liberté" de tous.

La CGT, elle, défend son monopole d'embauche, c'est à dire son contrôle sur les salariés, sur leur production, sur leur "bonne moralité", et sur leur lutte. La CGT n'est pas un moyen pour la lutte, mais la lutte un moyen pour la CGT : l'exemple de cette imprimerie que les travailleurs occupèrent, en imprimant pour eux sur les machines, et montrant des velléités d'indépendance, est clair. En pleine lutte, l'aide leur fut refusée et la section syndicale dissoute. Et Séguy manifesta au "nom de la liberté".

Les "libéraux" qui ne sont pas d'accord avec Barre manifestent leur opposition à ce monopole de la CGT au nom de la liberté aussi. Et ils sont d'accord avec FO qui joue son rôle de syndicat jaune puisque c'est grâce à ses adhérents que le "Parisien Libéré" continue à sortir sur les presses toutes neuves achetées par Amaury.

"LA DROLE DE GREVE"

Parce que, pendant tout ce temps le "Parisien Libéré" continue de paraître ! Mieux, lorsqu'aucun quotidien ne sort, c'est le seul quotidien qui arrose la région parisienne. La grève des imprimeurs du "Parisien Libéré" a une originalité abérrante sur les autres grèves : c'est qu'elle est la seule à favoriser la production. Une grève à la SNCF, à l'EDF, pas de trains, pas d'électricité. La grève au "Parisien Libéré" : aucun journal, SAUF le Parisien.

Face à la volonté d'Amaury, le PDG, l'occupation de locaux dont il n'a rien à foutre, dont il n'a plus l'utilité, ne sert à rien d'autre qu'à enterrer les ouvriers, à les occuper. Jamais la phrase de Blum en 36 n'a été aussi vérifiée : "Quand les ouvriers occupent l'usine, c'est l'usine qui occupe les ouvriers". Et peut être (!) bien était ce l'objectif recherché : les occuper pendant que le syndicat du livre faisait une démonstration de force, face au gouvernement et aussi face aux autres syndicats, dans le cadre de la lutte pour le programme de la gauche (n'oublions pas que derrière la CGT, et en particulier dans le livre, il y a le PCF, et que la rivalité syndicale fait son pendant à celle, politique, PCF-PS). C'est ce que l'on appelle "la lutte responsable". Dans ce contexte là il était nécessaire de valider auprès des ouvriers l'occupation de ce VIDE qu'est l'imprimerie de la rue d'Enghien, d'autant plus que d'autres méthodes de lutte se présentaient à leur esprit : et on se souvient de la position fort gênée des bureaucrates lorsque des ouvriers du livre passèrent à l'action directe contre les réseaux de diffusion du "Parisien Libéré" (c'était regrettable, mais compréhensible, etc...). Ce qui ne fut pas dit c'est que ces jours d'action là, le Parisien fut presque totalement retiré de la circulation, contrairement aux autres instants de "grève responsable". Bref, le seul moment d'efficacité par rapport à la lutte fut celui où la CGT fut un peu débordée.

L'expulsion manu-militari des locaux par CRS et gardes mobiles a été rendue possible par ce qui est au propre comme au figuré, une "mise en conserve" de la combativité. Celle ci, privée d'imagination, de mobilité devenait une guerre de position, position au demeurant purement symbolique qu'une charge suffisait à balayer.



Mais action directe ou pas, le contenu du conflit changeait-il ? Et la comparaison faite plus haut avec le journal «Republica» ne vaut que par la similitude de comportement d'un état «bourgeois» et d'un état «socialiste» envers eux : parce que dans le conflit du PL jamais le contenu du journal, son rôle idéologique éminemment fasciste ne fut posé. On se contentait de dire «il faut que cette merde paraisse dans de bonnes conditions». Jamais ne fut remis en question le rapport capitaliste selon lequel le travailleur est étranger à sa production, donc à son expression, rapport que Pey-reffite résuma très bien ainsi : «l'imprimerie n'est pas faite pour les imprimeurs». Ce sur quoi tout le monde sera d'accord. Et ce n'est pas la moindre limite de cette "lutte" que chacun trouve, bien sur, exemplaire!

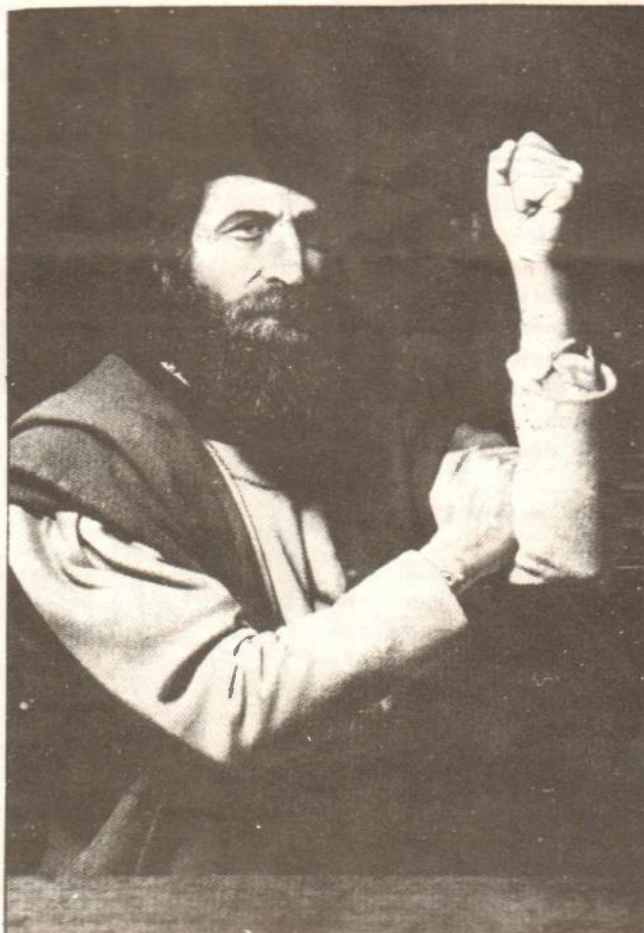


Amaury va bien : la modernisation de son secteur imprimerie est réalisée, ses imprimeurs FO impriment, ses journalistes bavent et son profit s'accumule.

Les giscardiens se donnent l'allure de "gros muscles", mais bienveillants, toutefois heureux à l'occasion d'emmerder Chirac.

Le PCF avec ses troupes montre qu'il est bien, à travers la CGT, "le parti de la classe ouvrière", face à un PS plein de gourmandise et bien désireux, par CFDT entremise, d'avoir sa courroie de transmission dans ce secteur.

Et les imprimeurs exemplaires impriment, les mains pleines d'encre et la bouche close.



amaury est mort de mort naturelle !

Le malheur, c'est qu'avec lui rien n'est mort. Le «Parisien Libéré», «l'Equipe», Point de vue-Image du Monde», et autres torchons continueront à paraître, repris en main par la famille élargie de ce saint homme, tout droit sorti de la «presse libre» d'après guerre,

A part Chirac qui doit avoir la larme à l'oeil de perdre ses amitiés désintéressées et doit se poser de sérieux problèmes pour financer les campagnes électorales du RPR, la tristesse générale s'arrête avec le dépôt des gerbes.

La «Presse Libre» n'est pas morte, elle ! Le groupe Amaury, Hachette, Dassault, Hersant Del Duca, Filipacchi et compagnie sont toujours présents à l'appel ! Les groupes financiers se bagarrent toujours en toute impunité sur le dos des lecteurs pour se remplir les poches.

Et quand bien même Amaury, Dassault etc. disparaissaient, leur Capital et l'aliénation qu'il suppose continueraient à conquérir les marches et à multiplier leurs filiales sous couvert d'information.

Si avec les figures de proue de la presse crapules notoires, on enterrait aussi leurs entreprises, alors là on rigolerait encore plus.

on ne va pas s'en plaindre...

COMMISSION JURIDIQUE DU LIVRE

Je soussigné (nom-prénom)
domicilié à Rue
.....
Date de naissance
Reconnais avoir confié mon affaire
Contre/
Adresse
à la Commission juridique du Livre.
Accepte les conditions ci-après, et m'engage à respecter les paragraphes suivants :

- 1°. Versement forfaitaire de 100.00 F
- 2°. S'il y a appel "pèlerinage des honoraires d'avocat"
- 3°. Remboursement des frais
- 4°. Paiement de 60 % sur toutes les sommes récupérées sur toute affaire gagnée
- 5°. Pour les non syndiqués
Demande d'admission immédiate et paiement de 6 mois de cotisation.

TOULOUSE, le

Lu et approuvé

Signature :

une petite pub :

Voici la réponse faite par le syndicat du livre à trois copains qui entendaient s'occuper un minimum eux même du conflit qui les oppose à leur patron, réponse faite au beau milieu de "l'action". Y a-t-il besoin de rajouter un commentaire ?



... LA DELATION ...



«... C'est la structure de masse... qui se réfugie dans l'unité illusoire de la famille, du peuple et de la nation...»
W. REICH.

On peut dire que le summum du règne de l'autorité, de l'ordre et de la sécurité est atteint quand cette autorité, cet ordre et cette sécurité sont maintenus sans tintouin ni fracas, sans quadrillages policiers pesants, et bien sûr sans bavures.

Ainsi notre mère et patrie balbutie-elle dans cette voie, imitant sa grande sœur, son inspiratrice en matière de libéralisme : la RFA.

DE L'EXALTATION DU JEU...

Tout le monde ou presque, aura entendu parler de cette fameuse émission de télévision intitulée «XY». Son but est que chaque citoyen allemand puisse régulièrement se prendre pendant une heure pour le flic le plus intrépide. Seulement voilà, le jeu n'en n'est pas un tout à fait. Car l'image apparaissant sur l'écran et devant servir à identifier le "criminel" du moment est réelle et la poursuite engagée contre lui par l'en semble d'une population l'est aussi. C'est la consécration de l'ennemi public.

Qui n'a pas non plus entendu parler de ces multitudes d'affiches, un peu comme au bon vieux temps du far-west, portant la photo du dangereux individu ainsi que la somme (toujours lourde) offerte contre sa peau.

C'est le règne des chasseurs de prime.

En France pour ce qui est du jeu, nous, les prenons plus jeunes, comme le prouve ce coffret destiné aux enfants de 6 à 8 ans (très éducatif !), et nommé «Enigmako» : «l'assassin est dans la ville, découvrez le d'après son portrait robot».

Il existe aussi des jeux pour adultes. Après tout, tout le monde a le droit de s'amuser ! Ah, les merveilles de l'audio-visuel !

Un téléspectateur se fait pour un soir juge d'instruction et il doit découvrir le ou les coupables d'une intrigue policière diffusée sur l'antenne. Tout y passe, des auditions aux per-

On ne saurait pourtant accuser le pouvoir d'avoir employé la force brutale. Mais comme on le voit ici le piège est plus que grossier et la démagogie n'a plus de bornes.

N'emploie-t-on pas la même méthode avec les gosses quand on veut leur faire adopter un comportement auquel ils se refuseraient sans le jeu ?

Quelle est la petite fille qui n'a pas joué à la maman et le petit garçon au flic ?

Pendant l'enfance, on nous fait jouer à grimer nos aînés, devenus adultes, on répète les mêmes gestes par habitude.

Petit, on lève le doigt pour dénoncer le voisin qui copie par dessus l'épaule. Grand, on dénoncera le voisin qui ne respecte pas les normes du travail.

Et la transition s'opère sans trop d'anicroches.

La TV à la poursuite du crime

A la télévision, le grand événement de la semaine passée fut, sans conteste, le dénouement de l'affaire de Grenoble. Là où toutes les polices de France avaient échoué, il a suffi d'une émission de quelques minutes pour permettre l'identification d'un fou criminel qui, depuis des mois, semait la terreur dans toute une province.

Ce qui frappe dans cette opération, tentée en désespoir de cause, c'est la rapidité de sa conclusion : une démonstration exemplaire et efficace qui mérite réflexion. Ce succès pourrait, après une analyse hâtive, conduire à l'utilisation répétée des moyens audiovisuels pour démasquer les délinquants. Or, c'est la rapidité inespérée de ce résultat qui a éliminé les grands dangers du procédé. Imaginons que la famille n'ait pas reconnu tout de suite la voix du « brigadier rouge », qui peut dire combien de vengeances auraient été assouvies par des dénonciations anonymes ? Qui peut dire combien d'innocents auraient été désignés à l'attention de la police, obligée de vérifier toutes les pistes qu'on lui ouvrait ?

Si les corbeaux, les témoins de mauvaise foi, les déséquilibrés n'ont pas eu le temps de se manifester, le danger n'en demeure pas moins réel de transformer d'un coup des millions de téléspectateurs en indicateurs de police. C'est ce que fait, depuis plusieurs années, en Allemagne fédérale, l'émission « XY » qui demande l'aide des téléspectateurs pour tenter de résoudre les énigmes criminelles non élucidées. Cette émission policière à tir réel a beaucoup de succès. Elle a même permis l'arrestation de nombreux coupables. Hélas ! malgré les précautions, des innocents se voient périodiquement et, souvent publiquement, accusés des pires méfaits. C'est un risque considérable qu'on fait ainsi courir aux libertés et les Français ne sont pas prêts à s'y résigner.

Le ministre de l'Intérieur, M. Poniatowski, qui avait autorisé cette opération, a tenu, heureusement, à en préciser le caractère exceptionnel : la télévision ne peut être utilisée que « lorsqu'on a épuisé tous les autres recours et qu'un danger subsiste pour la collectivité ».

Jean DIWO

...A LA REALITE QUOTIDIENNE...

D'ailleurs, ce jeu, 50 Millions de français l'ont joué, il y a de cela deux mois.

Le ministère de l'Intérieur avait, pour ce faire, réquisitionné toutes les chaînes de radio et télévision afin de diffuser la voix du soi disant "ravis-seur" des brigades rouges.

Aussitôt, ce fut un déchainement d'hystérie.

5000 coups de téléphone pour trouver un individu ! !

Comme en temps de guerre, chacun dénonce le voisin qu'il ne peut pas blâmer, et cela pour le bien de la nation. Chacun vit pour quelques instants les palpitantes aventures de S. Holmes, le temps de se croire Superman, champion de l'honnêteté.

Il faut savoir de temps en temps, ajouter un peu de piment à sa soupe.

Parmi toutes ces dénonciations, les flics en ont extirpé une. Celle là col-

le d'un flic, surtout quand c'est pour livrer son beau-frère.

Il est évident que si ce n'était ce pauvre bougre qui s'était fait pincer, un autre lui aurait pris la place.

Quelle importance ce coupable ou un autre ?

Il y a plus d'un individu fiché, plus d'un ancien détenu, plus d'un Matencio.

Et suite à une telle exhibition, ni la police, ni le pouvoir n'auraient pu se permettre une «défaite».

POURQUOI CA MARCHE

Ce qui compte, c'est de montrer qu'on est capable de "protéger" la population une fois qu'on lui a bien foutu la trouille. Et devant l'apathie de cette même population, le coup d'essai est une réussite. Le test s'est révélé positif.

Mais qu'est ce qui peut amener des milliers d'individus dont la vie et leurs rapports sont complètement morcelés à se "solidariser" dans la peur et l'abrutissement devant ce que le gouvernement nomme sans honte le danger public. Et quel danger ?

S'agit-il du génocide de populations entières ? Non, il s'agit d'actes individuels et la plupart du temps désespérés.

Il s'agit d'abord de requérir toutes les conditions pouvant permettre l'installation d'un régime de peur, de méfiance, de telle manière que chaque "citoyen" devienne foncièrement un flic.

Or, ces conditions sont à l'heure présente toutes réunies.

Suite à de monstrueuses campagnes opérées par les mass-média, à une foule d'analyses toutes plus ou moins cuisinées traitant des «délinquants» ou «criminels», il faut maintenant instituer ce nouveau code : le délinquant, le criminel, LE danger, c'est l'Autre.

On est ici bien loin de l'arabe, du cheveu, du voyou. La notion «d'individu louche» a évoluée, et les «masses» sont maintenant suffisamment abreuvées du dégueulis des journalistes envers tout ce qui a trait de près ou de loin à la «délinquance».

Et l'Autre, c'est tout le monde, sauf soi-même (ce qui est profondément déculpabilisant).

88888888888888

Les objectifs du pouvoir :

Ainsi les derniers vestiges de rapports humains sont balayés au profit d'un état de méfiance perpétuel et réciproque.

Ainsi la notion de solidarité s'écroule-t-elle complètement, faisant place nette à cet espèce de «solidarisme national», dernière trouvaille du libéralisme.

Le capital peut continuer de tenir le siège, il est de plus en plus fort.



Bien sûr les flics font des «bavures» et ils en feront toujours. Car, comme l'a si bien expliqué un de leurs

la sécurité. Et comme en général, les honnêtes gens pensent ne pas le payer ils s'en foutent.

Et si un tel régime peut prendre naissance aujourd'hui, c'est grâce à leur consentement passif. Le producteur-consommateur moyen possède si peu de choses qu'il est prêt à tout consentir pour les garder.

C'est drôle dans les chants révolutionnaires, on parle en ces termes pour désigner la «liberté».

Demain, les esclaves seront presque leurs propres maîtres.

Mais ceux à qui nous devons le plus, ce sont ceux qui ont mis en place le premier maillon de cette chaîne infernale.

Qu'ils soient de droite ou de gauche, les journalistes aiment toujours tripoter la merde, trainer les individus dans la boue de leur sillage, et les réactions qu'ils suscitent sont à l'image même de leur sale boulot.

Citons pour l'exemple, «La Dépêche du Midi» qui, se faisant le porte parole des chauffeurs de taxi, offrait 1 Million pour retrouver «l'assassin» d'un chauffeur de taxi toulousain, et «Le Meilleur» qui a pris le pli, afin de n'en pas perdre une miette, d'offrir des primes depuis l'assassinat de son regretté collaborateur Trouvé.

La presse libre nous a foutu dans la merde.



Note :

1 : Le mot citoyen, si choquant à nos oreilles n'est pas ici employé à tort. Car on fait appel au soi disant sentiment de civisme. On ne s'adresse plus

ment de civisme. On ne s'adresse plus au travailleur, mais à celui qui est individuellement considéré comme responsable de la Nation. Nation dont nous savons qu'elle n'est que pure invention.





PRENDS GARDE, FOULE MOUTONNIÈRE.

C'EST LE MAIRE



QUI FAIT L'ESCLAVE



« LE MEILLEUR » FORCE LA MISE :
5 BRIQUES POUR UN MOUCHARD

UNE COURSE
CONTRE
LA MONTRE

LE MEILLEUR offre
5 MILLIONS a.f. POUR
RETROUVER L'ASSASSIN
DU « TAXI » TOULOUSAIN

Ponia a inauguré par la voie officielle une nouvelle race d'auxiliaires de police le « citoyen délateur ».

A Toulouse un chauffeur de taxi est tué par un de ses clients, l'enquête est difficile, mais l'opinion est émue et la corporation des chauffeurs de taxi en profite pour offrir avec la complaisance de la Dépêche 1 million pour donner des informations sur un ou plusieurs coupables.

Ayache ne pouvait faire mieux que de mettre cinq briques sur la même affaire. Ce paladin moderne ne veut rater aucune curée, ça fait cher le bruit de chiottes ou le fond de poubelle, bon appétit monsieur Ayache!

Bon appétit aussi pour tous les Toulousains avisés, lecteurs de La Dépêche ou du Meilleur ou des deux qui ne manqueront pas de se bousculer pour être non seulement les flics que Ponia espère mais aussi les chasseurs de primes dont la presse a besoin pour meubler ses colonnes.

Bon appétit et bonne chasse! quelques indices pour corser le jeu .A Toulouse on le verrait bien dans le genre fauché, le teint basané bien sûr, militant du S.A.C. si possible, le reste à votre convenance...

Allez, encore un effort, il y a bien quelque chose de bizarre chez votre voisin, chez ce passant attardé et pour parfaire le mouchardage relisez un peu Souleroy ou René Courage ils ont de très bons tuyaux dans le genre.

En mettant votre honnêteté et votre bonne conscience dans la balance ça devrait marcher - voir les Brigades Rouges - les 10% de preuves qui manquent, la police saura bien les trouver.

5 briques à la clef! mieux que le tiercé! et avec un peu de chance, vous serez juré au procès...

Nous n'avons pas l'intention d'entrer dans le Cirque des Municipales; mais 7 ans après l'expulsion de Bazerque le milliardaire désavoué, nous avons encore dans les oreilles les slogans de ces messieurs des CDR et du SAC, *oh! pardon du Pouet-Pouet* puisqu'il ne faut plus prononcer ce sigle. Nous nous souvenons des affiches et auto-collantes apposées par Birague grand chef du *Pouet-Pouet* qui hurlaient « plus jamais ça » en désignant les drapeaux rouges et noirs qui flottèrent quelques jours de 68 sur les balcons du Capitole. Depuis que l'zard de Bazerque a pris une pelle, son valet le caustique Baudis nous en a fait voir de toutes les couleurs avec son ancien copain Sanguinetti.

Il est vrai que rien ne va plus même à Toulouse entre CDR et RI depuis que Birague règle ses problèmes avec les giscardiens à coups de pétard. Aussi nous relevons dans ce numéro seulement 3 points qui nous ont particulièrement choqués.

1°) la façon dont le gouvernement Baudis s'est servi de la Police Toulousaine dans de graves affaires politiques pour étouffer tel scandale et en fabriquer de toute pièce quand cela arrangeait Monsieur le Maire.



2°) la façon dont Baudis a décentralisé l'expression en supprimant plus ou moins le Palais des Sports, lieu de meeting central, où tout le monde pouvait venir; ce lieu ayant été aménagé pour y donner d'insipides représentations.

3°) Baudis a continué l'expulsion du Récébédou par l'office des HLM; Nous reproduisons ici l'affiche de protestation des habitants de ce quartier; il faut signaler que c'est un élu socialiste, un certain Balard qui avait à l'époque de Bazerque donné le coup d'envoi; nous espérons qu'il a été désavoué depuis par ses pairs.

Nous savons pertinemment que, que ce soit Bazerque, Baudis ou Savary en place au Capitole, le sort des toulousains sera sensiblement le même mais nous essayerons de signaler dans nos prochains numéros les libertés, les possibilités ... qui nous ont été enlevées durant l'ère Baudis.



le numéro 3

ASPHALTE

2,50
ADULTE

Peut être com-
mandé à BASTA:
BP 105 7^{ème} Cédex

SANS MOI, JE SERAI
TON SAUVEUR, TU
M'APPARTIENDRAS
CORPS ET ÂME !!

LE TRIBUNAL, INSTITUÉ DANS CE QUARTIER, SEUL EN TOUT DE LA MÉRIDIENNE. CE TRIBUNAL, QUI PERMET À L'UN DES RE-
TENER, A PU DE VOUS, SANS CHATEAU, ENSE AUBES!
LES TROUS, NE UN PRODUIT PAS; S'ÉVALUENT DE L'ÉTAT
PRIC, ÉCARTÉ, NON PARENTS, POUR DE PRÉCÉDENT... C'EST
CE PRIC, DONT LES PENSÉES, N'ONT CONCLU LA
CALCUL, SONT EN DE VITE À BRAS, S'APPEL HONNABLE,
SONT LES TROUS, ON S'EST D'IMPÉRIAL, VICHYMENT DE
S'EST PARTIS, DES D'IMPÉRIAL...
LE PRIC, DONT CE QUARTIER, SEUL À QUELQUES
MONTRES, DE C'EST MOI, MOI À PARTIR ENCORE PLUS
FUTUR, ET NON D'IMPÉRIAL, QUE VICHYMENT, DONT LA
MÉRIDIENNE, DONT SONT CE MESSAGE, À UN PRIC, UN
S'EST, PAR TRÈS, LE, QUE, À PRIC, ET C'EST MOI DE
PRIC.

LE PRIC, DONT CE QUARTIER, SEUL À QUELQUES
MONTRES, DE C'EST MOI, MOI À PARTIR ENCORE PLUS
FUTUR, ET NON D'IMPÉRIAL, QUE VICHYMENT, DONT LA
MÉRIDIENNE, DONT SONT CE MESSAGE, À UN PRIC, UN
S'EST, PAR TRÈS, LE, QUE, À PRIC, ET C'EST MOI DE
PRIC.

O.P.HLM de TOULOUSE

300 EXPULSIONS A LA CITÉ RÉCÉBÉDOU

- MALGRE LES DEMANDES
- DE L'ASSOCIATION des locataires.
- DES ELUS LOCAUX (Maire de Portet; conseiller général).
- LA MAIRIE, DE TOULOUSE
- LA PREFECTURE,
- L'office public H.L.M

REFUSENT :

- D'INFORMER,
- DE NEGOCIER.

respect du caractère public et social des OPHLM
ouverture immédiate de négociations avec la population.

30 familles expulsées,
270 visées
a court terme.

• DES PROCÉDES INADMISSIBLES

PAR LA FORCE

En dépitant les locataires à signer sans délai et sous la contrainte des « centres de mutation »

en cas de procès pénal; démantèlement d'office des personnes ouïes, pressions sur les familles (chantage, menaces, lettres intimidatoires, etc...)

en l'imposant de la sorte des heures de l'après-midi (en moyenne, nouveau loyer 10 fois supérieur à l'ancien).

AU MÉPRIS

- Des droits des locataires (violation de toutes les dispositions légales).
- Des habitants (refus d'indemniser sur les travaux effectués et le projet global, etc...)
- des élus locaux (pas de réponse à leurs demandes d'information et de médiation).
- de la législation des OPHLM.

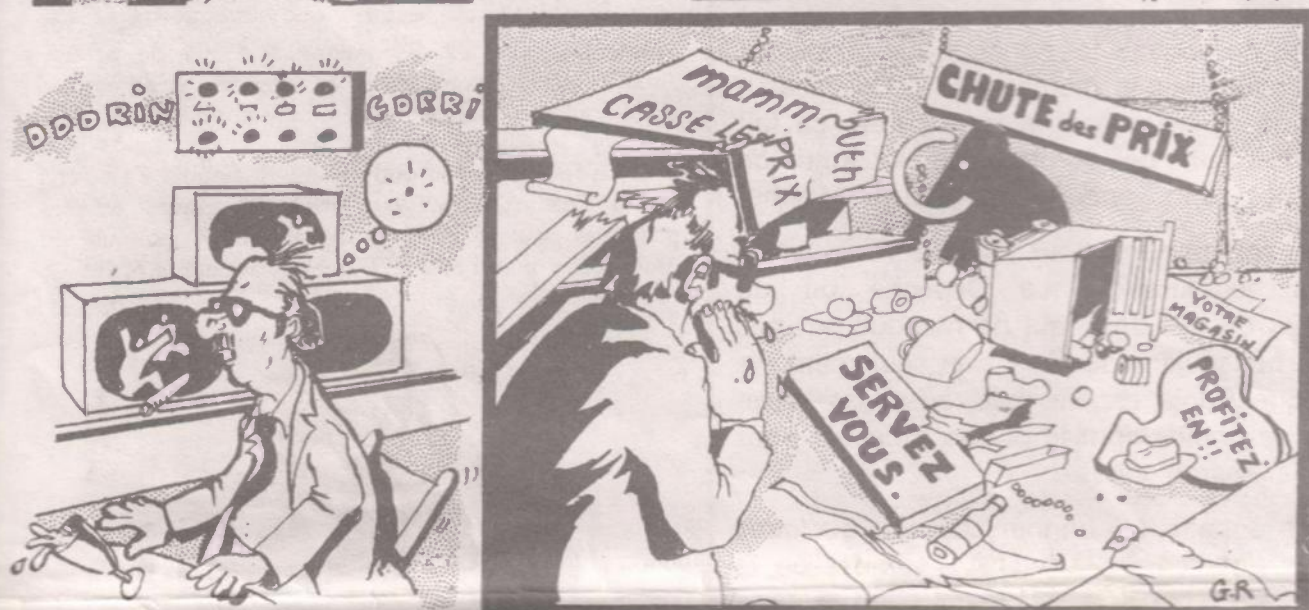
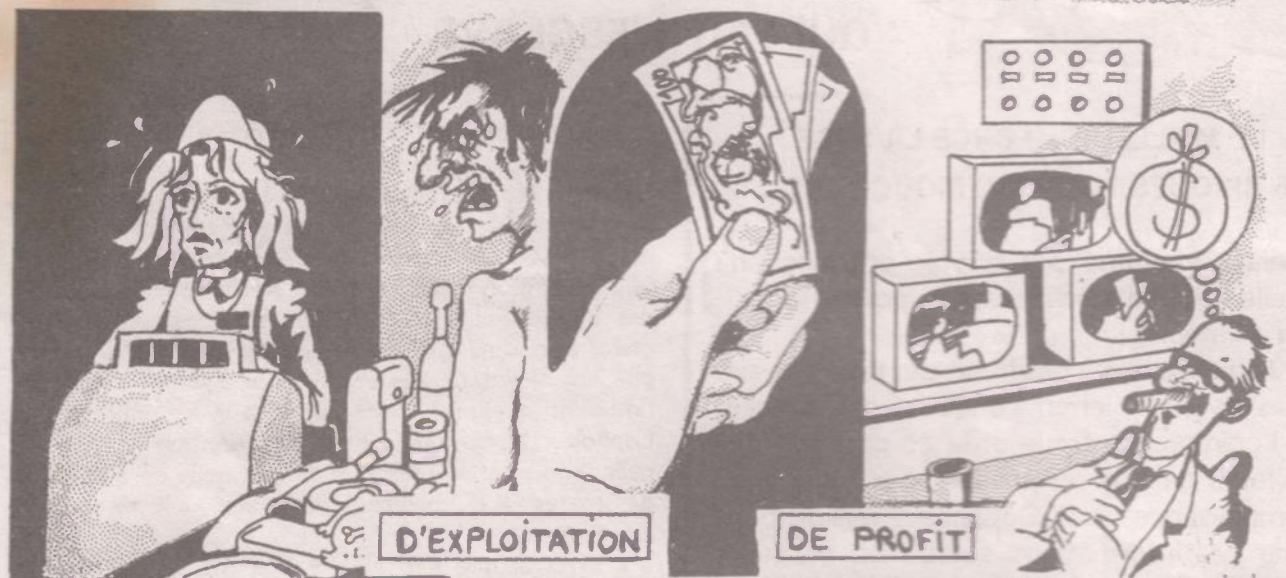
Association des locataires de Récébédou

Un budget pour la qualité de la vie

« Sur un plan général, nous continuons à subir les conséquences de l'évolution de la conjoncture nationale et internationale, c'est-à-dire que je vous présente un budget de grande austérité dont l'exécution présuppose une grande discipline de la part de nous tous et de nos collaborateurs pour éviter tout gaspillage inutile. »

(CAPITOLE INFORMATION - mai 76) Pierre BAUDIS.

- 1938-39 CAMP des réfugiés espagnols
- 1940-45 CAMP des mobilisés industriels (dans les cartoucheries) ceux qui ne partaient pas au front
- 1945 CAMP d'entassement des juifs, pendant le Gvt de Vichy
- 1945 CAMP des sans-abri, dans les propriétés du domaine
- 1973 CAMP de parquage des ouvriers, retraités, gitans après avoir été racheté par les OPHLM
- 1974-1975-1976 BALARD (Ps) décide avec l'OPHLM, l'expulsion de ces quartiers peu honorifiques. SIMONOT, architecte, adjoint au maire UDR, envoie des lettres de mutations pour reloger dans des F3 à loyer rentable (450 F /



QUI UN SOIR FUT PILLÉ, A LA PREMIÈRE OCCASION...

... en l'occurrence la grève soudaine des caissières du Mammouth de Toulouse. Ce soir d'avant-Noël, lassées de subir la cadence infernale pour encaisser le pognon de leur patron pour un salaire minable, elles firent toutes la malle, sans préavis. Les clients ayant la leur, pas très loin, sur le parking de Mammouth, s'empressèrent de la remplir de tout ce qu'ils pouvaient ramasser, ravis de l'aubaine, et se tirèrent avec une dizaine de millions de marchandise qu'ils consommèrent gaiement (on le suppose) à la santé des plans de restriction de Barre.

La direction eut beau faire appel à l'honnêteté de son «aimable clientèle», rien n'y fit, hormis pour une dizaine de pingouins qui payèrent ultérieurement. Les caissières, soit en s'en allant, soit restant bras croisés à leurs caisses laissèrent délibérément passer les clients avec la marchandise. Ceci équivaut à ce que l'on appelle dans d'autres lieux de production le sabotage : destruction de la valeur marchande des objets (soit par leur destruction matérielle, soit par leur gratuite de fait). On s'imagine mal cette grève autrement que voulue en dehors des syndicats puisque, traditionnellement, les mots d'ordre de ceux-ci sont tournés vers le respect de l'outil de travail, de la production et de l'entreprise. Bref cette belle histoire démontre quand même, contre toute propagande officielle - et - sondages - associés, que l'idéologie du travail et celle de la propriété tiennent à peu de chose : la peur du gendarme.

Caméra braquée sur leur visage, peu de citoyens diront réellement ce qu'ils pensent et ressortiront un discours tout fait, sur le respect du labeur et des institutions, par peur d'être mal considérés par les «autres» (leur voisin, leur employeur). Mais dans l'anonymat d'une foule et d'autant plus s'il y a mouvement collectif, alors le discours normalisé et fictif s'effrite et dévoile le poids de toute leur dépossession réelle.

Derrière le sourire figé de la vendeuse il y a le travail salarié et le temps mort, derrière la fausse richesse des marchandises accumulées il y a les frustrations de ces milliers de salariés-consommateurs.

Sur ce rapport social dévoilé spectaculairement par les grévistes et les «pillards» d'un soir, la presse ne put mettre l'étiquette de la marginalité et ainsi réduire le problème. Elle ne s'y étendit donc pas outre mesure, laissant dans le fait divers cet événement dont elle aurait fait, en d'autres occasions, une première page (pillage du Quartier Latin ou des Champs Elysées). Qu'aurait-elle pu en dire sans laisser supposer que tous ces français moyens là étaient des dévoyés, et par ce fait les millions d'autres aussi potentiellement? Cela aurait été gênant. Ou alors elle aurait peut-être dit que le vol n'était pas dans le pillage mais dans l'organisation de ces temples de la consommation, dans l'extorsion de plus-value, éclatante en cette époque de «trêve-des-confiseurs». Il n'était pas question de dire de telles vérités.

Conséquence inattendue d'une grève surprise *La Dépêche*

Des centaines de clients quittent une grande surface sans payer

Une grève surprise déclanchée vendredi soir dans le grand magasin Mammouth, route de Lavaur, a eu des conséquences imprévisibles. Les nombreux acheteurs qui effectuaient leurs emplettes pour Noël ont été avertis à trois reprises, par les haut-parleurs, qu'une grève surprise mettait le magasin dans l'impossibilité de servir sa clientèle. Ils ont été priés de bien vouloir laisser sur place les marchandises dans les caddies et de gagner la sortie. Mais les clients n'ont pas réagi comme on aurait pu le croire. Pensant sans doute d'abord qu'il s'agissait d'un arrêt de travail momentané, ils ont continué à faire leur marché. Puis, ils se sont arrêtés. Mais ils ont gagné les caisses désertées par les employés, mais ils n'avaient pas abandonné leurs caddies pleins. C'est alors seulement qu'ils ont réalisé qu'ils ne pouvaient pas payer qu'ils ont eu une réaction très vive de déception et pour la plupart ont décidé de quitter le magasin en emportant les marchandises sans bourse délier. On estime à plusieurs centaines de personnes le nombre de clients qui ont ainsi participé à ce vol collectif inattendu. Personne ne s'est opposé à leur départ.



C'EST LA FAUTE DU VENT...

La tempête qui s'est abattue il y a un mois sur une grande partie de la France, n'a pas épargné notre région. Et la rançon de cette catastrophe naturelle est comme toujours : arbres déracinés, toitures arrachées, murs effondrés et ... jonchant, çà et là, sur les trottoirs et le long des routes... des panneaux publicitaires déchiquetés.

« La tempête, ayant sévi durant la nuit, n'a fait heureusement que 2 victimes ». Ce que l'on «oublie» de dire c'est que l'une d'elles est morte écrasée par une voiture sur laquelle elle fut projetée par un panneau publicitaire envolé.

Et une fois de plus, la presse et les médias secondés par les météorologistes (la science, ça impressionne toujours!!) mettent les conséquences de ces catastrophes NATURELLES, sur le compte de l'exceptionnel, de l'impondérable, de la FATALITE.

Car il est «NATUREL» que les entreprises fassent de la publicité pour avoir une chance d'être compétitives et pour pouvoir vivre.

... que ces entreprises existent pour faire «vivre» les ouvriers (sic) et pour entretenir le système : production-consommation.

... que, puisque la pub a prouvé son efficacité, elle s'épanouisse et envahisse chaque endroit, chaque instant de notre quotidien en nous assaillant de slogans débiles (le plus souvent faux, mais là n'est pas la question) et nous la laissons aux sociétés de consommateurs transformant le consommateur moyen en consommateur-mouton-con parfait.

... et qu'il est donc naturel que des panneaux publicitaires se cassent la gueule lors de tornades (une loi récente limitant la dimension des panneaux et augmentant la distance les séparant des voies routières, n'a été présentée que pour la protection de l'environnement!!!)

Par conséquent, les morts dues à des panneaux publicitaires arrachés ne sont imputables à personne. Ce n'est que LA FAUTE DU VENT:

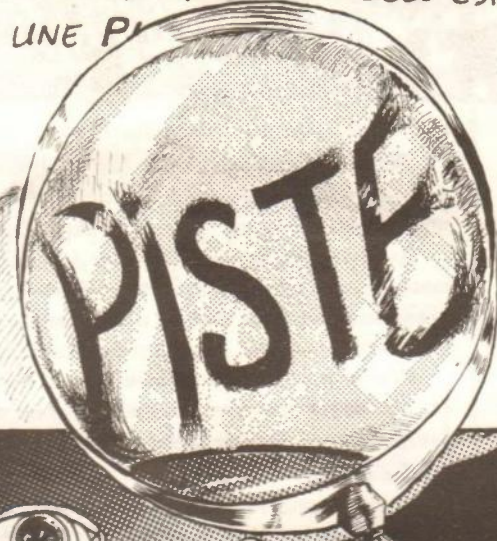
Et bien Non! Derrière ce Dieu si souvent inhumain que cache cette FATALITE, se dissimule la véritable responsable. C'est la PUBLICITE qui fait le tapin pour le Capital.

L'OEIL ETAIT DANS LA TOMBE ET SURVEILLAIT SON VOISIN !..

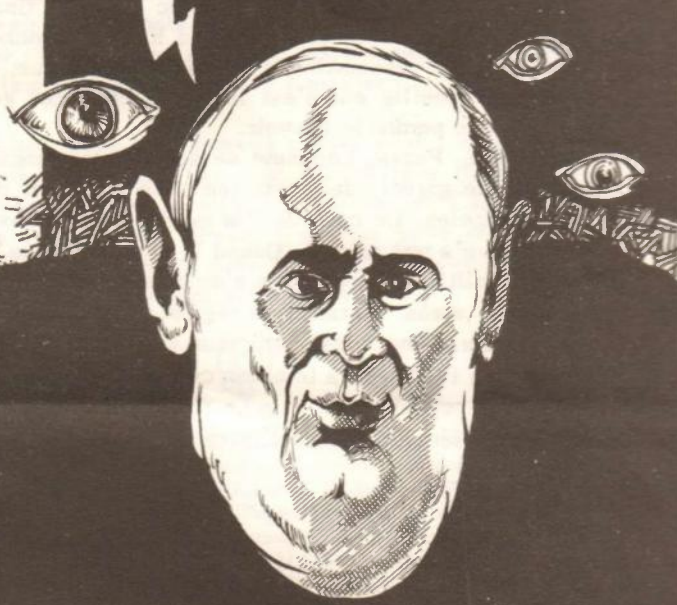


MESURE EXCEPTIONNELLE! VOICI LE PORTRAIT-ROBOT DU SUSPECT FORTE RECOMPENSE!

SADIQUE, TERRORISTE? ACTE CRAPULEUX ACTE POLITIQUE??
LA POLICE ENQUETE!.. ELLE EST SUR UNE PISTE



VU QUE LES CRIMES SONT PARTICULIEREMENT CRAPULEUX! VU QUE LA POLICE PIETINE LA-MENTABLEMENT VU QUE NOUS SOMMES DANS UN PAYS DE LIBERTE! JE VOUS DEMANDE EXCEPTIONNELLEMENT DE VOUS MOUCHARDER LES UNS, LES AUTRES. JE TROUVERAI BIEN UN COUPABLE!
Merci



VOTRE DEVOIR C'EST D'AIDER LA POLICE!.. VOICI LA VOIX DU PRESUME COUPABLE! VOTRE DEVOIR C'EST DE DENONCER AUTRUI

MONSIEUR LE MINISTRE EST EMU!.. JE SUIS EMU PAR CETTE AFFAIRE! TOUS LES AUDITEURS SONT EMUS PAR... ALORS CAFARDEZ EN APPELANT LE N° ... etc



Ma concierge a la même voix que que l'assassin. J'ai reconnu la voix du locataire du 2ème. Moi celle du hyppie d'en face. Moi - moi - moi ...

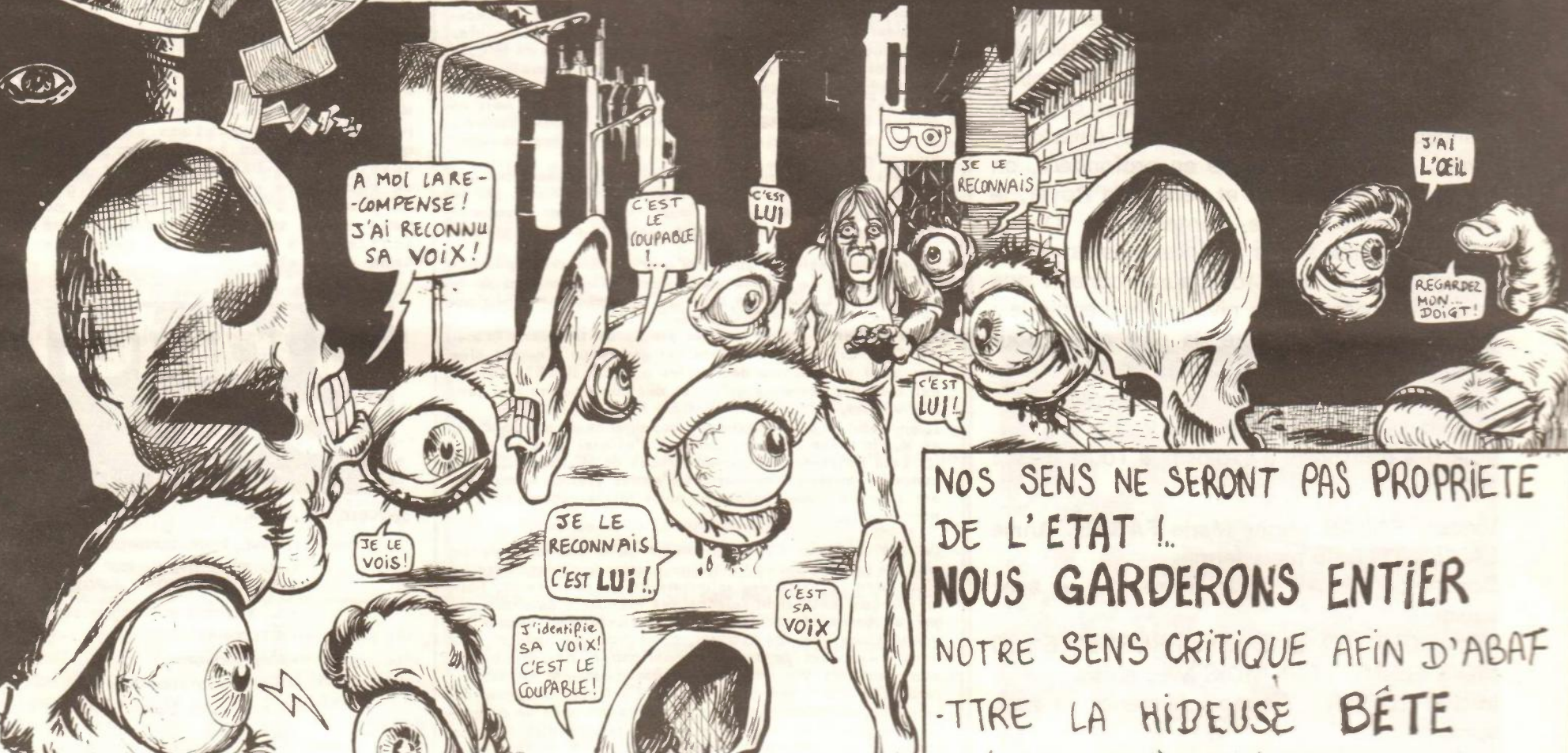
A CE PRIX, JE VENDS MA MERE!

Mieux que les flics. Mieux que les parents des victimes, moi LE MEILLEUR j'offre 5 briques à celui qui a entendu des voix.



C'EST LES SALES BOCHES! C'EST EUX!

C'EST ZETTE CANAILLE DE FRANZAI!



A MOI LA RECOMPENSE! J'AI RECONNU SA VOIX!

C'EST LE COUPABLE!...

C'EST LUI!

JE LE RECONNAIS

J'AI L'OEIL

REGARDEZ MON DOIGT!

JE LE VOIS!

JE LE RECONNAIS C'EST LUI!..

C'EST SA VOIX

J'identifie SA VOIX! C'EST LE COUPABLE!

NOS SENS NE SERONT PAS PROPRIETE DE L'ETAT!.. NOUS GARDERONS ENTIER NOTRE SENS CRITIQUE AFIN D'ABATTRE LA HIDEUSE BÊTE DÉMOCRATIQUE!..

LES GAULLISTES ONT REPRIS DU POIL DE LA BÊTE



De Gaulle est mort, vive Chirac ! C'est finalement ce que toute la bourgeoisie a hurlé dimanche 5 septembre au rassemblement pour la république, car la grande trouille qui s'est installée chez ces gens là, c'est de perdre le pouvoir.

Giscard, Ponia, Lecanuet se sont montrés incapables de le garder, de l'entretenir, de l'assurer pour des décennies. Le coup de "la merde dans un bas de soie" ça n'a pas marché. Quand la réforme pue la magouille politiciarde, personne n'en veut et tout le monde gueule après. Installer un régime d'extrême droite par le réformisme, c'est astucieux mais cela ne fonctionne pas forcément à tous les coups, et les républicains indépendants ont pris ce risque de semer pour assurer la récolte aux gaullistes.

Depuis deux ans, tous les problèmes sociaux ont été survolés pour qu'à chaque fois, y soit apportée une solution ou un semblant de solution fascisante.

Au nom de la sécurité des français, le gouvernement a accru les contrôles policiers, multiplie les opérations coup de poing, allant jusqu'à terroriser les vieillards par une propagande alarmiste.

Ponia a supprimé officiellement les fiches d'hôtel et les écoutes téléphoniques au nom de la liberté individuelle pour remplacer ces contrôles par l'opération Safari mettant en carte l'ensemble des français et en institutionalisant la table d'écoute pour les "criminels" et les "terroristes".

Nous pourrions ainsi retracer tous les changements du divin Giscard jusqu'à l'heure actuelle. La fin de la gestation d'un régime de droite risque de donner naissance à un régime fort, sauveur des valeurs occidentales. Ce régime à venir est incarné par un nouveau chef, un nouveau roi, un nouveau furher, un nouveau Duce : CHIRAC ! ...

Il est donc vital de ne plus avoir la mémoire courte et de se souvenir du Gaullisme de 68.

Chirac, c'est le défilé aux Champs Elysées, ou quelques milliers de réactionnaires gueulaient en faveur du sinistre Charlot. Chirac c'est Beaujon, Chirac c'est le fort de l'Est, le fort de Vincennes, Chirac c'est le quadrillage et le matraquage policier, Chirac c'est le SAC et les CDR, qui, la carte tricolore d'une main et le pistolet de l'autre, arrêtent, tuent, torturent en toute impunité. Chirac c'est les ratonades à Nice ou à Marseille. Chirac c'est le projet de parquer ses opposants dans des stades. Chirac c'est l'armée française contre l'ennemi intérieur.

Chirac c'est tout ce que nous avons connu sous De Gaulle et Pompidou de 58 à 74, mais aménagé, renforcé par Giscard.

Chirac c'est la promesse de l'Etat fort et de la dictature en France



Quand je suis allé à l'école, j'ai appris à compter et à lire. Comme ces derniers temps, j'ai entendu plein de gros chiffres à la radio :

«...Les 8 millions de francs de l'affaire Dassault-De Vathaire seraient aux mains des phalangistes... J.M. Le Pen, président du Front National, hérite de 4 milliards de M.Lambert ancien membre du F.N. ... Le butin du «fric-frac» du «gang des égoutiers» de Nice est allé aux organisations d'extrême droite dont le «gang» était proche... »

je vais essayer, bien qu'effaré par cette avalanche de billets, de recompter pour voir si je n'ai rien oublié :

800 millions
4000 millions
5000 millions

9800 millions

Si je sais bien compter, ça fait : 9 milliards 800 millions de centimes.

Alors quand, par ailleurs, dans un torchon d'extrême droite, je lis : « L'hypothèse d'une victoire électorale de la gauche unie en 1978 doit être considérée comme une donnée fondamentale de toute réflexion politique. Il serait grotesque d'attendre paisiblement les réactions gouvernementales, et criminel de négliger cette hypothèse qui a de fortes possibilités de se réaliser » et plus loin « Nous ne pouvons en aucune façon attendre 1978 pour décider par on ne sait quel miracle de passer à l'action. Et si nous nous maintenons dans l'inaction organisationnelle nous ne ferons rien de sérieux lorsque l'échéance sera venue »

Je me demande, si cette année explosive ne sera pas suivie d'autres années plus explosives encore

Au fait, tout ce fric, à quoi il va servir ??
j'en ai la tête qui tourne.



sale tours

A Tours, ville propre s'il en fut, c'est le grand nettoyage permanent, non seulement on nettoie sur les murs, en reconvertissant les chômeurs en gratteurs professionnels, la moindre trace de bombage ou de collage d'affiches un peu critique, pour que resplendissent sur un fond de blancheur, les appels au rassemblement de Chirac et ceux d'Action Française, et les hystéries de « Laissez-les vivre ». En outre on épure en profondeur, on balaie avec application et vertu à la Royer, le moindre soupçon de contestation. Quand Ponia a affaire à des anti-franquistes, il n'y réfléchit pas à deux fois, aussi curieux que cela puisse paraître au niveau géographique : la meilleure magistrature, la plus cotée pour purifier cette vermine révolutionnaire notre beau pays, c'est bien sûr, la Tourangelle.

Et voilà ce que ça donne, pour des transports d'explosifs à Tours c'est :

Vincent FABAS, Anne-Marie FABAS, Annie LABIEROTTE : 6 mois ferme.

Dominique FABAS : 1 an ferme et 1 an avec sursis

Michel GUIDON et Christian RUSSELLE : 20 MOIS FERME ET 16 MOIS avec sursis

Michel ROTIER : 17 mois ferme et 19 avec sursis

et 25 Millions anciens d'amende pour l'ensemble.

TEXTE DU DERNIER COMMUNIQUE DE PRESSE DU COMITÉ DE DEFENSE DES MURRAY

"Le 11 déc., la Cour Suprême de Dublin a cassé les condamnations à la peine capitale de Noel et Marie Murray, qui avaient été prononcées le 9 juin de cette année... La condamnation pour meurtre imposée à N.Murray a été maintenue et il a été condamné à la prison à vie avec travaux forcés. Pour le cas de M.Murray, la Cour Suprême a ordonné un nouveau procès sur l'accusation initiale de meurtre. Ce procès aura lieu au sein de la même cour qui l'a précédemment déclarée coupable, la Cour Criminelle Spéciale. Pendant le jugement sur l'appel, les 5 juges de la C.S. ont critiqué la C.C.S pour la façon dont elle avait mené cette affaire... en condamnant M. et N.Murray à mort. De fait, cela signifie que M. et N. Murray ont passé 6 mois en cellule des condamnés à mort, dans une solitude absolue.. Si les Murray n'avaient pas fait appel, ils seraient morts aujourd'hui.

Ceci est la seconde fois en moins de 6 semaines que des verdicts concernant des meurtres sont annulés par une juridiction supérieure. Dans le 2e cas, ce sont deux hommes qui ont été acquittés après avoir été condamnés meurtre...

...La cour spéciale siège sans jury et a été créée pour juger des gens dont l'Etat considère qu'ils tentaient de le renverser... La tâche de prouver l'innocence est traditionnellement laissée à l'accusé...

...La décision que ce nouveau procès ait lieu dans la même Cour Criminelle Spéciale est grotesque d'autant plus que ceci se produira devant les MEMES JUGES, dont il est bien peu probable qu'ils se déclarent contre leur propre verdict.

...En dépit de la cassation de la sentence de mort pour N. et M., la peine capitale continue d'exister dans ce pays, et cela concerne le prochain procès de M. Murray... cela concerne aussi en ce moment d'autres procès encore. C'est pourquoi nous réaffirmons notre totale opposition à la pendaison...

Le cas de M. et N. Murray exige qu'on leur accorde le plus de soutien possible et à ce soutien est nécessaire la plus large diffusion des informations les concernant. Voilà pourquoi nous reproduisons des extraits d'un communiqué du comité de défense des Murray. Mais si nous n'en reproduisons que des extraits, c'est parce que nous ne saurions cautionner de part leur publication, des arguments avec lesquels nous sommes fondamentalement en désaccord. Car s'il s'avère obligatoire d'activer au niveau de la justice le processus de défense des inculpés de ce genre d'affaire, il ne s'agit que de l'utilisation afin d'éviter le pire d'une institution qu'on est bien forcé de reconnaître quand elle vous séquestre. Or, il nous paraît pour le moins paradoxal d'exiger qu'un procès "ait lieu devant un jury", ainsi que le pose comme revendication première ce comité.

publications copines



DAUPHINE

N° 1 Nov - Déc 76

2 Francs

Ce qu'il faut, face aux politiciens et à la récupération, c'est se coordonner sans sectarismes ni volonté d'hégémonie pour que nous sachions ce qui se passe et que les copains isolés arrivent à nous toucher. "BASTIA-DAUPHINE" peut être ce lieu de rencontre entre tous ceux qui veulent la peau de l'université. Mais nous espérons aussi qu'il y aura beaucoup d'autres initiatives de ce genre dans des facs et dans des bahus.

la lanterne noire

Revue de Critique Anarchiste

Novembre 1976

N° 6-7

Pour toute correspondance :

P. BLACHIER, B.P. 14
92360 MEUDON-LA-FORET

- L'anarchie et l'organisation
- Espagne
- Répression
- Technobureaucratie
- Centenaire Bakounine
- Liaisons

Dans le texte "suite et fin" au lieu de "les fascistes contre la peine de mort", lire "les fascistes pour la peine de mort".

NUIT DE CHINE

..... NUIT CALINE



C'est comme au théâtre !

Le héros meurt une première fois sur la scène, au dernier acte, dans l'obscurité qui enveloppe les spectateurs. Il meurt EN HEROS. Mais il ne meurt vraiment COMME HEROS, lorsque, saluant la foule, le comédien montre qu'il n'a représenté qu'un mythe. Même s'il s'est appelé Mao Tsé Toung.

Les événements qui ont suivi la mort de Mao, l'élection de Hua Kuo Feng, l'élimination du «groupe de Shanghai», montrent que ceux qu'il y a quelques temps encore on clouait au pilori, étaient, contre toute propagande maoïste, bien présents dans l'appareil de l'état prolétarien.

Premier point : la grande «Révolution Culturelle», cet immense souffle de critique, impulsé par l'état, avait donc laissé en place les «partisans de la restauration du capitalisme», ceux qui prouvaient le primat de l'économie sur le politique, et du commandement de haut en bas. Celui qui, perdant son pucelage, a écrit il y a quelques temps dans «Libération» que «la Chine a fini d'être un modèle» aurait été bienvenu de dire «a fini d'être un mythe». Comme les autres «modèles» socialistes. La preuve est administrée que jamais de fait, le centre de décision ne se déplaça vers la base, les communes ou les usines, et jamais la bureaucratie et les cadres conservateurs ne furent menacés : ils sont aujourd'hui bien en place. Qu'il y ait eu lutte de clan, de fraction et consolidation du pouvoir à l'occasion d'un mouvement social dont on ne sait que peu de choses (hormis que vite déclanché il s'est promptement étioilé), c'est ce qui est certain et a peu de choses à voir avec la révolution.

Restauration du Capitalisme ?

On parle aujourd'hui d'une sorte de restauration. En vérité si certains principes sont aujourd'hui fortement réaffirmés (ouverture vers l'économie occidentale, renaissance des tribunaux spécifiques) ils ne sont nullement en opposition avec le règne "antérieur", sinon formellement.

Ainsi la visite de François CEYRAC, patron du CNPF, avec les industriels (Thomson CSF, etc...) à Pékin quelques mois après la mort de Mao, ne peut apparaître comme une improvisation soudaine. Les projections de marché et les accords n'ont pas été faits sans démarches préalables : pour certaines entreprises les marchés existent depuis dix ans (pour ne parler que de la France). Il y a plusieurs années une mémorable partie de ping pong diplomatique précédait la visite de Nixon. La politique nationaliste de la Chine n'a jamais démenti ce clin d'oeil vers l'Occident et la volonté de réaliser une accumulation du capital avec son aide. Seule différence, c'est que si les "gauchistes", au niveau intérieur, prétendaient pour ce faire à une mobilisation politique, les seconds parlent de stimulant matériel et révèlent sans fard leur objectif réel : atteindre d'ici l'an 2000 le niveau des pays industriels. On se souvient de Lénine faisant l'apologie du capitalisme allemand.

Finalement la continuité est assurée. Il n'y a pas restauration mais accomplissement. Et le même encadrement politico militaire qui, hier, faisait descendre les masses dans la rue contre les "cliques révisionnistes" les fait défiler aujourd'hui contre le "gang des quatre".

Ce qui est à désespérer, ce n'est pas la nature des pouvoirs d'Etat, mais de la persistance à y voir un quelconque instrument libérateur. Et le marxisme-léninisme est condamné dans ses utopies étatistes, à jouer, soit le rôle de tyran, soit celui de victime. Pas de larmes.

Le Chili, le Portugal, la Thaïlande,* avant la Chine, voient tout ce qu'il peut y avoir de conservateurs déclarés dans la société se maintenir comme rouages de "l'Etat Populaire" et ressurgir au moment opportun : parce que c'est le lieu privilégié de toutes les compromissions, les arrivismes, et les équipes dirigeantes peuvent passer du rouge au blanc, sans rien toucher aux structures sociales, preuve de l'inexistence d'un quelconque processus de transformation. La soit disant coexistence d'un "double pouvoir" voit toujours, soit l'élimination, soit l'intégration des organes de lutte (diverses commissions, comités de base, conseils) par l'Etat, faute d'une critique par ceux ci de la fonction de classe des pouvoirs séparés (état, armée, partis, etc...)

* Dans tous ces états, l'armée joue un grand rôle, parce qu'en l'absence d'une bourgeoisie consistante, elle apparaît comme la seule caste suffisamment formée pour jouer le rôle traditionnellement dévolu à notre vieille bourgeoisie. Ce n'est pas pour rien que les pays à structures archaïques qui s'ouvrent au capitalisme (Portugal, et tous les pays de l'Amérique latine, mais aussi la Chine) suivent ce processus.

Mais pour nos "matérialistes", l'armée serait une structure neutre, puisqu'ils la baptisent, selon les cas, fasciste ou populaire.

On peut ensuite avoir des larmes de crocodile et vainement dessiner le spectre d'une horrible bourgeoisie conspiratrice alors qu'on lui a fait son lit, en berçant le prolétariat d'illusions : qu'elle se baptise Mao, Unité Populaire (pauvre Corvalan) ou COP-CON (pauvre Otelo).



SUITE ET FIN

Nous avons reçu la réponse ci-jointe aux articles parus dans les 2 derniers numéros de Basta à propos des prises de position des mouvements des femmes, MLF, sur le viol, prises de position contre lesquelles nous combattons, puisqu'en faisant appel à la justice, elle renforce le pouvoir.

Bien que nous pensons avoir été clair dans ces articles, nous tenons à préciser une fois pour toutes nos positions sur ce sujet en répondant à cette lettre, significative d'après nous d'un état d'esprit assez répandu.

- Nous n'avons jamais nié qu'il existe des problèmes particuliers aux femmes, comme aux enfants, aux handicapés, aux arabes et pourquoi pas aux hommes!

- N'étant pas partis pour une lutte d'esclaves contre esclaves (femmes contre hommes, enfants contre parents, jeunes contre vieux, malades contre bien portants et ainsi de suite), nous critiquons toute forme de regroupement qui fige dans des revendications catégorielles des situations particulières et n'amène qu'à un renforcement, voire à un aménagement des institutions en place (cf. syndicalisme de la vie quotidienne). Nous nous étonnons que la critique de cette démarche ne soulève des protestations que quand elle s'applique aux mouvements féministes, parce que nous avons fait la même que ce soit par rapport aux comités de soldats, aux comités de prisonniers, aux militants écologistes, aux fascistes contre la peine de mort, aux syndicalistes ouvriers, aux comités de quartier etc..

- Nous refusons globalement et particulièrement les rôles sociaux que nous impose le pouvoir, celui de femme en étant un aussi, dans les rapports sociaux organisés par le système capitaliste.

- Nous ne nous reconnaitrons jamais, sous prétexte que c'est une femme, dans une Gisèle Halimi, ou dans un Séguy, parce qu'il parle au nom des ouvriers, parce qu'avant tout, ils sont des exploités, avocats, bureaucrates, et que notre réalité, notre expression ne peuvent aller que contre eux et le pouvoir qu'ils représentent et qu'ils essaient d'étendre par tous les moyens.

- Nous ne nous mettons ni du côté des "violeurs", ni de celui des "femmes", puisque pour nous cette problématique est celle du pouvoir et en l'occurrence,

- Nous n'avons pas l'habitude, par rapport à des événements qui nous touchent particulièrement, de déléguer nos décisions à des structures établies, consécutivement, nous n'avons de solution pour personne.

- En bref, nous n'avons pas plus de raisons d'être féministes que syndicalistes, humanistes ou nationalistes, etc...

- Ceci étant dit, nous ne voyons pas l'intérêt d'entretenir plus longtemps une polémique stérile sur le sujet, laissons ce verbiage aux journaux gauchistes. Ca leur donne l'impression d'exister.

Alors nous continuerons comme nous l'avons commencé dans Basta, en tant qu'individus (hommes et femmes) à lutter contre l'oppression et l'aliénation sous toutes leurs formes, à exercer notre critique et notre expression sur tous les sujets, ô combien multiples qui constituent notre réalité.



Je me suis toujours définie comme féministe et libertaire, aussi j'ai lu avec consternation et colère l'article sur le féminisme dans le BASTA n°5. Excusez moi, je sais que vous ne voulez pas vous "apesantir sur la question plus longtemps", mais je pense que tout n'est pas dit sur le sujet et qu'un canard comme Basta mérite mieux que cet article dégueulasse.

Il est aisé de ridiculiser le délire de Valérie Solanas, de faire appel à des images éculées telle que "les bourgeoises autour de tasses de thé" (procédé auquel Poniatowski lui même ne répugnait pas lorsqu'il voulait minuter les conversations téléphoniques sous le prétexte des femmes bavardes qui encombrant les lignes ?) Réduire la recherche des femmes à des "rencontres mondaines ou elles se gargarisent de faux problèmes", recherchant "des façons originales de passer le temps" me semble particulièrement venimeux et bête.

- Oui les femmes individuellement et collectivement ont pris conscience de leur oppression spécifique.

- Oui, elles ont compris qu'il leur fallait chercher, lutter seules, entre femmes souvent, avec les hommes aussi, contre eux quelquefois, et ça vraiment, ça n'a pas toujours collé avec la lutte de classes et c'était bien embêtant pour les esprits épris de clarté.

- Oui, l'expression de leur révolte a donné lieu à des prises de position jugées "excessives", mais une révolte mesurée, qu'est ce que c'est ?

La question du viol maintenant : elle est expédiée en une phrase cinglante dans l'article de Basta. Les femmes n'ont pas le droit d'utiliser la répression légale pour se venger d'un viol nous dit on. Eh bien moi, ça ne m'intéresse pas des dictats pareils. Les principes je m'en fous. Ce qui m'intéresse c'est d'analyser un problème à partir du vécu des gens. Des femmes ici. Qui mieux qu'une femme sait quelle rage impuissante on éprouve devant le scepticisme, l'ironie, l'indifférence qui accompagne les récits de viol. Bien sûr, ce n'est pas une solution "d'envoyer un frustré au trou". Mais qui a dit qu'une femme qui dans sa colère et son impuissance a recours au moyen auquel les bons démocrates pensent spontanément, le dépôt d'une plainte au commissariat pense qu'elle va régler le problème de la frustration sexuelle? Elle n'adopte pas une solution qu'elle juge la meilleure, elle réagit à une violence par une autre violence. En l'absence de moyens directs de défense elle attend de l'appareil répressif qu'il se venge à sa place. Attitude peu constructive et fort condamnable en bonne morale libertaire, soit.

Mais pourquoi les femmes seraient elles les seules à ne pas avoir le droit de se servir de ce moyen de défense? Ce déchainement de condamnation le laisse supposer. Ou bien déchainez vous avec la même violence contre toutes les autres plaintes (vol, meurtres...)

Quant à moi, je n'ai pas de solution, je n'ai pas de réponse satisfaisante au problème du viol, de la répression légale et de la frustration sexuelle et je n'envie pas ceux qui en adoptent une si facilement.

Refuser, aux femmes cette défense sans leur proposer autre chose, c'est la laisser à son désespoir solitaire, c'est se mettre du côté des indifférents, si ce n'est des violeurs.

Je veux croire que la question du féminisme n'est pas close dans Basta et que les femmes ne continueront pas à être pourfendues dans Basta comme n'importe quel groupuscule gauchiste, mais qu'elles pourront aussi prendre vraiment la parole.



*Ce qui est frappant dans la grève de Roca, c'est que les ouvriers refusent depuis le printemps dernier, tous les délégués, aussi bien ceux du syndicat vertical que les représentants d'organisations traditionnelles, comme l'UGT, l'USO et même la CNT» (déclaration de Luis Andres au nom du Comité régional de Catalogne de la CNT).

Que ce soit dans la presse espagnole (Caceta ilustrada) ou française (Liberation du 13 janv.), la lutte des travailleurs de l'entreprise ROCA, dans le bas Llodregat a eu le "privilège" de gros titres. Les matraquages et les mitraillages de la Garde Civile, les attentats de l'extrême droite, furent les formes spectaculaires d'une répression qui fit parler de leur grève, sans que soit mis en relief son originalité : l'insistance mise sur l'autonomie de la lutte et la ferme opposition avec les bureaucraties syndicales.

LUTTE POUR L'AUTO-ORGANISATION ET L'AUTONOMIE

"En conséquence de cette expérience (la grève de 41 jours de mars 1976 qui avait souligné l'inefficacité des voix légalistes, le manque de combativité des délégués et l'apparition "d'hommes combattifs et lutteurs qui n'avaient pas de charges syndicales"), plus tard au mois de juin, nous les travailleurs avons élu nos représentants à partir des mêmes sections qu'ils aient ou non des charges syndicales."

Cela signifie une lutte contre la position de ceux qui depuis de nombreuses années font de "l'entrisme" au sein du CNS, syndicat officiel (PCE en particulier). "Tout cela fut discuté et approuvé au cours de diverses assemblées massives. Pour éviter un double organisme... l'assemblée exigea la DEMISSION des représentants syndicaux dans notre usine. Cela impliqua un affrontement avec une partie des représentants qui se protégeaient par la légalité de la CNS... refus de démissionner".

Ce "processus de rupture syndicale" fut, continuent les travailleurs de la Roca "notre première victoire arrachée grâce à notre auto-organisation en assemblées massives, passant outre TOUT INTERMEDIAIRE BUREAUCRATIQUE ET LEGALISTE".

Ceci se comprend d'autant plus que contre cette volonté se dressent et le gouvernement et les syndicats dits d'opposition. Ceux ci sont d'accord sur un point : il faut des interlocuteurs EN CARTE. "Selon eux (le délégué provincial et le gouverneur) dans cette commission devaient être inclus quelques centrales syndicales, lesquelles ne cessent de critiquer notre mouvement de délégués et nos méthodes de lutte. Pour cela cette commission serait quelque chose au dessus des travailleurs, avec quoi ils créeraient un organe totalement bureaucratique, éliminant ainsi la dynamique de l'auto-organisation..."



Le processus de démocratisation en Espagne comme ailleurs implique pour le pouvoir l'instauration d'organes fixes, gérants des luttes (les syndicats) et pour ces derniers, de parvenir à cette reconnaissance au travers de luttes "sérieuses", "contrôlables", "responsables".

Les CCOO (commissions ouvrières) "... nous qualifient de groupes incontrôlés de violence et ne font

pas une seule allusion à la violence sauvage de la garde civile".

Pour l'USO "qui en sait tant" la critique est la même... Car la volonté de lutte de la Roc a les gêne dans leur négociation de pouvoir à pouvoir, volonté que les travailleurs expriment ainsi : "Empêcher les assemblées, anéantir le centre où nous avons toujours forgé notre unité, à coups de crosse, avec des coups de feu et des morts si c'était nécessaire, c'est ça la consigne que donnent les capitalistes de Roca. Mais nous avons fait et nous continuerons à faire des assemblées dans le village, dans la montagne, où que ce soit, avec des barricades et des piquets de protection, parceque depuis le premier jour nous avons décidé d'aller de l'avant, d'organiser nos forces, d'étendre la lutte, de résister jusqu'à la fin". Cela n'a rien à voir avec des négociations à tous prix.

Pendant ce temps, Suarez reçoit les organes d'opposition démocratiques, y compris le PCE.

La lutte à la Roc a montré cette opposition entre la libéralisation politique du régime (reconnaissance des partis, des syndicats), le jeu des bureaucrates en vue de leur légalisation et le mouvement social réel ; et lorsque "l'assemblée des travailleurs de la Roca" dans un tract du 10 12 76 dit : "nous faisons cet appel sincère et honnête à USO, UGT, CNT, CCOO et SOC pour qu'ils comprennent..." ceci ressemble à une mise en demeure des travailleurs à ceux qui prétendent officiellement les représenter..

Bien que dans ses objectifs la grève de la Roca n'ait rien de particulier, qu'elle constitue une résistance salariale à la crise qui touche les pays européens et détermine une vague de licenciements, qu'elle n'offre comme perspective qu'une revendication de travail et de maintien du salariat, (le patron dit : «discipline, production», nous les ouvriers répondons : «et plus et plus de salaire»), elle tente cependant de constituer une nouvelle forme d'association dans la lutte.

Alors qu'en Espagne la mystification démocratique bat son plein, il est bon que l'information sur la Roca se fasse.

Abou Daoud.

Ils ont bonne mine les ministres de l'Intérieur et de la Justice européens !

Ils se réunissent pour lutter contre le terrorisme international à propos des palestiniens en particulier, et quand ils en tiennent un et un gros, ils sont incapables de le garder. Croyez bien que nous sommes enchantés qu'Abou Daoud ait pu rejoindre ses pénates, ridiculisant de la sorte le tandem Ponia Lecanuet, auteurs de textes fracassants sur la répression de ce qu'ils appellent le terrorisme.

Enfin voilà un individu, soupçonné d'avoir organisé le commando de Munich, d'avoir occupé et séquestré l'ambassadeur de France à la Haye, qui est relâché 24h après son arrestation avec les excuses du tribunal ! C'est à en mourir de rire et de joie. Ces faits démontrent la débilité, la duplicité, et la cupidité des gouvernements européens et de leur justice. Comme le gouvernement français n'a pas d'idées et a besoin d'énergie, il est tout à fait capable de se transformer en carpe devant les pays arabes, quitte à passer pour des cons.

Finalement, ces fameux accords sur le terrorisme international ne sauraient être appliqués que pour des groupes comme la bande à Baader, les Brigades Rouges, les militants de l'ETA, ou des individus qui ont appartenu au GARI. Tout cela devient parfaitement ridicule.

Les justices européennes n'ont plus aucune sorte de raison de garder dans leurs prisons où de passer en jugement des révolutionnaires qui au niveau des actes ne sont pas arrivés à la

cheville de "Septembre Noir". Tout ceci tend à prouver que la justice ne fait qu'entériner un rapport de force entre les militants révolutionnaires et l'état.

L'erreur des militants de Baader serait donc de ne pas avoir frappé assez fort contre l'armée américaine, des Brigades Rouges de ne pas avoir été assez dure contre la démocrasouille Italienne.

Et pour l'ETA et les membres du GARI de ne pas avoir assez fermement combattu le franquisme.

Nous ne pouvons que réclamer avec plus de force la libération immédiate de tous les camarades allemands, italiens, espagnols et français comme cela fut fait pour Abou Daoud.



Encore Durruti

Un film sur la colonne Durruti est en cours de tournage (voir n° précédent de Basta) mais la souscription ne marche pas très fort, camarades. Abandonnez au moins une fois le rôle de spectateur passif qu'on vous impose, devenez spectateur-producteur et participez à la réalisation.

Il suffit pour cela de nous adresser 10 F, le prix d'une place de cinéma et vous verrez le film gratis à sa sortie. Et vous aurez un bon de souscription.

3000 spectateurs peuvent produire un film.. C'est un pari à tenir !!!

Raymond Cazaux - ccp 1544.41 Toulouse.
Correspondance : R. Cazaux, c/o AAEL
BP 105 - 31013 - Toulouse cédex.

GISCARD N'A PAS DE LEÇONS A RECEVOIR DE JUAN CARLOS...

...il maintient en prison depuis plus de 2 ans trois des inculpés des G.A.R.I.

... AVANT L'ARRIVEE du ROI d'ESPAGNE en FRANCE, Il fait déporter à belle Ile-en-mer 17 Libertaires qui nous expliquent leur déportation : ...

LES FAUX BASQUES

Nous les parqués de Belle-Ile, pour la sécurité d'un roi, qui sommes l'objet de l'arbitraire et d'une mise en scène grotesque, face à l'insistance de la presse à nous considérer basques, ce qui donne à l'information une teneur déformatrice et orientée, voulons démontrer que nous ne sommes pas dupes de la manoeuvre et nous sommes dans l'obligation de rétablir la vérité, tout en souhaitant que ceci serve de mise en garde pour un futur où ce précédent pourrait se convertir en une mesure à usage répétitif.

D'abord l'acharnement à nous appeler basques alors que les autorités savent pertinemment que nous ne le sommes pas, cache quelque chose : l'ultra droite espagnole est très fâchée contre le gouvernement français qu'elle accuse de tolérer trop gentiment les autonomistes basques et de les laisser agir impunément sur son territoire.

Néanmoins il y a lieu de dénoncer aujourd'hui la manière dont la cause basque est utilisée et récupérée par les gouvernements espagnol et français. Pour le premier, résoudre les problèmes intérieurs et pour la France assurer son expansion. A notre avis l'action «antinationaliste» basque du gouvernement français a un double objectif : aider d'une part le gouvernement espagnol à rassurer et neutraliser son extrême droite dressée contre tout régionalisme de manière à leur faciliter le glissement politique vers une démocratie libérale «avancée» et son intégration au Marché Commun

S'assurer d'autre part par ce geste de bonne volonté et de compréhension une percée économique en Espagne, vente de centrales nucléaires et d'équipements militaires en particulier, et par la même occasion élargir sa zone d'influence en méditerranée, visée gaullienne qui plus est. Pour parer à ces griefs et faire face aux obstacles qu'ils opposent à la venue du roi Juan Carlos en France, le Ministère de l'Intérieur a cru bon de faire preuve de son esprit de coopération en dictant une mesure d'expulsion convertie en éloignement contre des ressortissants espagnols réfugiés et émigrés en France pour une durée de 5 jours et qu'il a expliqué comme une mesure de protection du roi Juan Carlos.

Mais l'opération a été menée d'une telle façon qu'il est facile de démontrer l'inefficacité de la mesure qui n'a été qu'une grossière justification de la part du gouvernement français de par la sélection des personnes visées.



Quels critères sont retenues pour le choix de notre éloignement? La majorité d'entre nous réside en France de longue date avec un passé de militant qui ne correspond en rien aux risques que peut encourir ce personnage. Nous sommes plus habitués à subir la violence qu'à la développer et l'exercer. En fait, tout semble indiquer qu'un nombre de personnes déterminé devait être touché par la mesure, il n'y avait plus qu'à cocher les noms dans la liste d'un fichier policier, apparemment pas très à jour et qui allait servir de bouc-émissaires. Et si le qualificatif de «basque», qui ne nous gêne aucunement a été utilisé en l'occurrence ce n'est pas arbitraire. Depuis longtemps il sert d'épouvan-

tail, ce qui a déjà été utilisé dans d'autres époques pour d'autres groupes. Mais dans l'esprit des utilisateurs et détracteurs du vocable, basque sous-entend terrorisme, violence, il est donc aisé de faire un amalgame malhonnête et intentionné pour mieux faire avaler la pilule, et c'est cette machination que nous avons voulu rejeter. Quant à l'application du plan, les personnes concernées l'ont subi avec plus ou moins de rigueur puisque si parmi celles interpellées à Paris, un bon nombre a été soumis à un traitement de détention (trimballés de postes de police en casernes de CRS), certains de nous seront enfermés au dépôt du Palais de Justice de Paris où ils seront humiliés, insultés par des gardiens sadiques) jusqu'à son arrivée dans l'Ile, pour d'autres, venant de différentes villes du Midi, il s'est traduit par un transfert en train, accompagné par un ou deux policiers en civil, ou encore par un déplacement volontaire sous le conseil des autorités locales.

A Belle-Ile-en-Mer nous sommes tous réfugiés et émigrants espagnols libertaires, originaires de différentes régions d'Espagne, de Catalogne, de Valence, des Canaries, d'Aragon, de Navarre, il n'y a pas un seul Basque, détail sans importance, cela ne gêne pas Poniatowski.

...il interne, à l'île d'Yeu depuis plus de 3 mois de vrais basques...

LISTE DES BASQUES INTERNES A L'ILE D'YEU AU 28/11/76

Lozano ARANDIS - Pedro EREÑO
Roberto ETCHEBERRIA - José Miguel PENORAL
Maria Teresa VRIDI - Maria Asuncion ARANA
internés depuis le 15/10 environ à leur entrée en France.

Tomas PEREZ ROBILLA, résident dans les Basses Alpes, expulsé lors de la visite du roi, relâché le 30/10/76, repris le 12/11 et réinterné depuis.

Eloi ULLIARTE - José MARTIN SAGARDIA
expulsés le 22/10/76, refusent de se plier aux décisions de l'administration, entrent dans la clandestinité, sont arrêtés et internés depuis le 18/11/76.

JUAN CARLOS A BIEN COMPRIS LA LEÇON DE GISCARD...

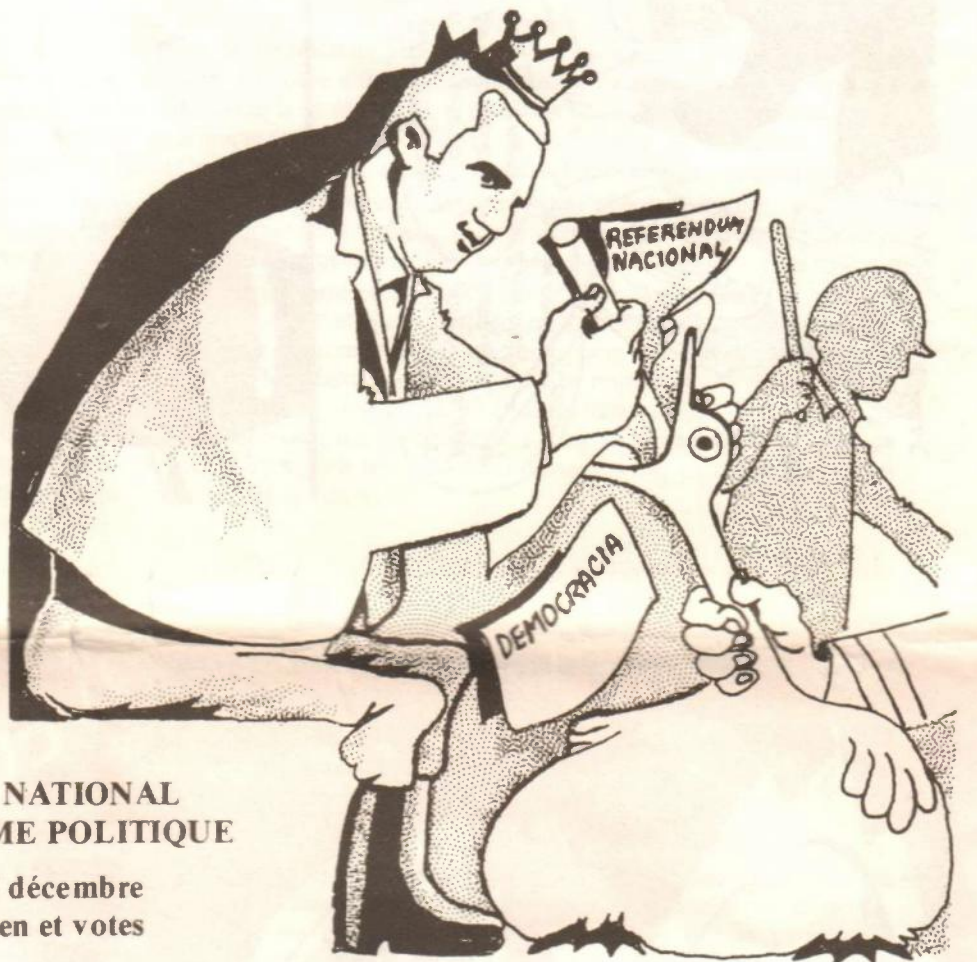
L'Espagne «ex-franquiste» vient chercher dans les pays voisins l'exemple de la nouvelle démocratie qui ressemble de plus en plus... à l'ancienne Espagne franquiste. Et pour que les espagnols n'aient pas de doute sur la démocratisation du régime, on va le leur faire dire :

-Des milliers de panneaux publicitaires loués par le gouvernement.

-Les messages de propagande à la télé et à la radio

-et plusieurs millions de tracts lâchés par hélicoptères au dessus des villes et des villages... (voir ci-contre et ci-dessus).

Au total plus de 150 milliards de Francs anciens de propagande pour le «SI» payés par l'état.



REFERENDUM NATIONAL POUR LA REFORME POLITIQUE

Le Mercredi 15 décembre
Informes-toi bien et votes

1°) Voter au prochain référendum national pour la réforme politique signifie : PARTICIPER à une décision politique collective, de grande importance, qui touche l'ensemble des espagnols. Avec le vote on n'exprime pas une simple opinion, mais aussi qu'on la décide avec tous les autres espagnols, manifestant notre volonté de façon claire et définitive.

2°) Voter au prochain référendum National pour la réforme politique signifie : MODIFIER à travers les cadres légaux établis, l'actuelle Constitution espagnole.

PASSER d'un système de *démocratie organique*, fondé sur la famille, la municipalité et le Syndicat, à un système de *démocratie inorganique*, fondée sur la représentation à travers les groupes et partis politiques.

PERMETTRE l'existence d'une pluralité de groupes et partis politiques et, partout, d'une pluralité d'options et possibilités de choix politiques pour tous les espagnols.

L'**AFFIRMATION** ferme et définitive que la souveraineté du peuple, et, partout, que les représentants politiques seront élus par tous les espagnols, par l'intermédiaire du suffrage universel, libre, direct et secret.

METTRE EN PLACE deux Chambres Législatives, le Congrès des députés et le Sénat.

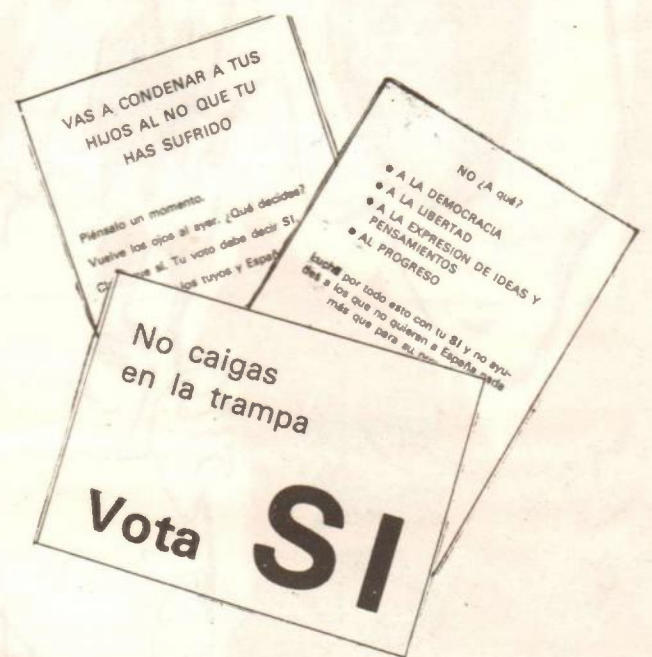
4°) Voter OUI au référendum national pour la réforme politique signifie :

CONVERTIR en LOI le PROJET DE LOI pour la réforme politique c'est à dire, que les changements qui s'établissent à partir de ce moment, sont obligatoires pour tout le pays, pour l'état, pour le gouvernement et pour les organismes et institutions de l'administration.

REFORMER la constitution dans la légalité, conformément aux exigences des nouvelles réalités économiques sociales et politiques de l'Espagne.

PROVOQUER des élections générales avant le 30 Juin 77 dans lesquelles, les espagnols, tous les espagnols, pourront choisir au suffrage universel, libre, direct et secret, entre les candidats présentés par une pluralité de groupes et partis politiques.

AFFIRMER fermement la participation politique du peuple espagnol OUVRIRE UN LARGE CHEMIN, à travers lequel il soit possible, dans la paix, dans l'ordre, dans la liberté et dans la justice, de faire front et de résoudre les principaux problèmes sociaux, économiques, du travail, des régions, syndicaux et humains qui sont ceux de l'Espagne dans ces moments historiques.



En Espagne, le Fascisme démocratique laisse la place à une démocratie fascisante à l'européenne

QUAND EST-CE QUE ÇA CHANGERA?

V'a eu 1789 • 48 • 70 • 1936 • 68, mais cela n'a pas changé dans le fond; la famille, l'école, l'armée, l'usine, puis la mort. La vie s'enfuit au pas de l'ennui. Toutes nos révolutions ont été trahies.....



C'EST LA LUVUUTE FINAAAAALE.....
V'en a marre de la lutte finaale... Le travail tue et le temps payé ne revient plus.....



On n'a jamais tant parlé de niveau de vie alors que c'est la vie même qui est menacée...

encore des déblatérations d'un irresponsable anarchiste payé par le pouvoir!



VIVRES LIBRES avec parus, communitaire, Evran, Paris

On ne vit pas; d'ailleurs c'est à peine si l'on arrive à survivre.....



Nous sommes condamnés à survivre dans un monde d'images et d'objets au profit du Capital.

Peuple trop oublieux Si jamais tu te lèves Ne tolère plus de dirigeants Pour profiter de tes combats....



irresponsable! pédé! voyou! drogué! gonze! petit-bourgeois... fasciste! payé par le pouvoir! provocateur! feignant... c'est pour toi que je paie des impôts salaud! profite! anarchiste! blouson noir! ..ect.....



N° 6 - Déc. 76 JANVIER 77

MENSUEL

PRIX : 1F 5

AVEC CHIRAC

Un nouveau Führer



Soulas

nous est né

Un copain nous a envoyé cette B.D. Nous aimons bien, mais regrettons qu'à la fin Guignol se fasse rosser par Bastia.